

Rapport sur la Politique Monétaire

Décembre 2021

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

COMITÉ MONÉTAIRE

RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Décembre 2021

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Liste des Abréviations.....	3
Liste des Graphiques	4
Liste des tableaux	4
Résumé analytique.....	8
1-ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	11
1-1-Activité économique mondiale	11
1-2-Inflation et matières premières.....	12
1-2-1-Inflation	12
1-2-2-Matières premières.....	13
1-3-Marché financier et politique monétaire	14
1-3-1-Marché financier	14
1-3-2-Politique monétaire	15
2-ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	16
2-1- Activité économique.....	16
2-1-1- Activités minières.....	16
2-1-2-Activités non minières	17
2-2-Analyse de l'inflation.....	19
2-2-1-Inflation globale	19
2-2-2-Inflation sous-jacente.....	19
2-2-3-Indice des prix des produits frais et énergétiques.....	20
2-3-Secteur monétaire et financier	21
2-3-1- Masse monétaire	21
2-3-2- Conditions monétaires	23
2-3-3- Marché de change.....	24
2-3-3- Stabilité financière.....	25
2-4- Finances publiques	26
2-4-1- Recettes.....	26
2-4-2- Dépenses.....	27
2-4-3- Soldes budgétaires.....	28
2-5-Secteur extérieur	29
2-5-1- Exportations.....	29
2-5-2-Importations	30
2-6- Perspectives macroéconomiques.....	32
2-6-1- Prévision macroéconomique dans le scénario de base	32
2-6-2-Comparaison des prévisions actualisées et précédentes	35
2-6-3-Prévisions macroéconomiques dans le scénario alternatif	36
2-6-4-Risques sur les perspectives de l'inflation.....	36
ANNEXES	A

Liste des Abréviations

AGB2A : Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium
BCE : Banque centrale européenne
BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée
BDT : Bons du Trésor
BTP : Bâtiments et Travaux Publics
CBG : Compagnie de Bauxite de Guinée
DER : Direction des Etudes et de la Recherche
DOC : Direction des Opérations de changes
DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements
DTS : Droits de Tirages spéciaux
FEC : Facilité Elargie de Crédit
FED : Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI : Fonds Monétaire International
ICA : Indices du chiffre d'affaires
MEBD : Marché aux Enchères Bilatérales de Devises
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
PIB : Produit Intérieur Brut
SMB : Société Minière de Boké
UE : Union Européenne

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Indice des matières premières	13
Graphique 2 : Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)	16
Graphique 3 : Evolution de la production d'alumine en 2020 (en milliers de tonnes)	16
Graphique 4 : Evolution de la production d'or (en tonnes)	17
Graphique 5 : Evolution de l'inflation en glissement annuel (en %)	20
Graphique 6 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en milliards de GNF)	22
Graphique 7 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (en milliards de GNF)	23
Graphique 8 : Évolution des réserves brutes de change (en millions d'USD)	25
Graphique 9 : Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)	25
Graphique 10 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)	27
Graphique 11 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)	28
Graphique 12 : Evolution de la balance commerciale (en millions USD)	29
Graphique 13 : Evolution en glissement annuel des exportations par type de produits (%)	30
Graphique 14 : Evolution en glissement annuel des importations par type de produits (%)	31
Graphique 15 : Evolution de l'écart de production (en %)	32
Graphique 16 : Evolution de la décomposition de l'écart de production (en %)	33
Graphique 17 : Evolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)	33
Graphique 18 : Décomposition de l'écart de production étrangère (en %)	34
Graphique 19 : Evolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)	34
Graphique 20 : Ecart du taux d'intérêt réel (en %)	35
Graphique 21 : Prévision précédente et actualisée de l'inflation (en %)	35
Graphique 22 : Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %)	36

Liste des tableaux

Tableau 1 : Croissance économique mondiale (en %)	11
Tableau 2 : Evolution de l'inflation mondiale (en %)	13
Tableau 3 : Prix des produits énergétiques (en USD)	14
Tableau 4 : Evolution des recettes et dons (en milliards de GNF)	26
Tableau 5 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF)	A
Tableau 6 : La Balance des paiements (en millions de USD)	B
Tableau 7 : Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de septembre 2020 à septembre 2021 (fin de période)	C
Tableau 8 : Evolution des prix par fonction	C
Tableau 9 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)	D
Tableau 10 : Résultats de prévision du scénario de base	E
Tableau 11 : Résultats de prévision du scénario alternatif augmentation du taux de change du dollar de 9 500 à 9 700	F
Tableau 12 : Comparaison de prévision du scénario de base avec le scénario alternatif	G

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



COMMUNIQUE DE POLITIQUE MONETIAIRE DU 02 DECEMBRE 2021

003 /BCRG/CPM/2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu, dans la Salle du Conseil d'Administration de la BCRG, sa troisième réunion ordinaire, le jeudi 02 décembre 2021.

Au cours de cette réunion, le CPM a examiné le contexte économique international et national récent ainsi que les perspectives macroéconomiques.

Le Comité a noté que la croissance économique mondiale continue de se renforcer, grâce aux mesures de politiques économiques et aux progrès dans les campagnes de vaccination, qui ont favorisé l'ouverture des économies. Cette croissance serait de 5,5 % en 2021 et de 4,5 % en 2022.

L'inflation continue de rester élevée, en raison de la reprise de la demande mondiale. Elle est élevée aux Etats Unis (5,3%), dans Zone Euro (3,4 %) et au Japon (5,4 %) au troisième trimestre 2021. En Chine et en Inde, elle ralentit à 1% et 4,8 %, respectivement.

L'indice global des matières premières progresse de 8,6 % par rapport au trimestre précédent et de 56,9 % en glissement annuel, en raison de l'augmentation des prix des produits énergétiques.

Dans ce contexte d'inflation mondiale élevée, la politique monétaire est restée accommodante dans certaines économies avancées mais restrictive dans d'autres économies émergentes.

Sur le plan national, le Comité a noté que le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5,5 % en 2021, reflétant la performance de tous les secteurs d'activités économiques. Cette croissance est portée par la consommation domestique et les exportations minières.

Au troisième trimestre 2021, l'exécution budgétaire est marquée par une amélioration des soldes budgétaires, en raison de la rationalisation des dépenses publiques par les nouvelles Autorités, suite au changement intervenu le 05 septembre 2021, et de la politique de digitalisation des activités budgétaires. Le déficit du solde budgétaire base caisse se situe à GNF 200,39 milliards, en amélioration de 86,9 % par rapport au troisième trimestre 2020.

La conduite de la politique monétaire est marquée par le maintien du taux directeur et du coefficient des réserves obligatoires à 11,5 % et 16 %, respectivement.

La liquidité globale du système bancaire se situe à GNF 4 971,3 milliards à fin septembre 2021, contre GNF 5 079,9 milliards à fin juin 2021, soit une baisse de 2,1 % imputable à la contraction des réserves excédentaires.

Sur le marché de change, le Comité a noté que le franc guinéen continue de s'apprécier par rapport aux principales devises étrangères, reflétant l'évolution positive du rapatriement des recettes d'exportations et l'impact des réformes entreprises au niveau du marché des changes depuis la mise en place de la salle de marché. Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est apprécié de 0,9 % par rapport au dollar et de 3,1 % par rapport à l'euro au troisième trimestre 2021. La prime de change s'est située à 0,6 % pour le dollar et à 0,9 % pour l'euro, contre 0,6 % et 0,2 % respectivement au trimestre précédent.

A fin septembre 2021, la masse monétaire s'établit à GNF 40 141,7 milliards, contre GNF 39 814,5 milliards à fin juin 2021, soit une augmentation de 0,7 %. Cet accroissement est de 7 % par rapport fin décembre 2020. Il est principalement dû à l'augmentation des avoirs intérieurs nets, contenue par la baisse des avoirs extérieurs nets.

La base monétaire est passée de GNF 16 455,01 milliards à fin décembre 2020 à GNF 17 039,6 milliards à fin septembre 2021, soit une augmentation de 3,6 %. En moyenne, la base monétaire s'est située à GNF 17 699,25 milliards au troisième trimestre 2021, contre un objectif prévisionnel de GNF 18 077,16 milliards.

Le compte extérieur dégage une capacité de financement de USD 1 405,6 millions au troisième trimestre de 2021, reflétant principalement l'excédent du compte des transactions courantes.

En glissement annuel, le taux d'inflation s'établit à 13,1 % en septembre 2021, contre 13,5 % en août 2021 et 10,6 % en septembre 2020. L'inflation est tirée par les prix de la composante alimentaire, en lien avec la hausse du prix du carburant à la pompe et les difficultés d'approvisionnement des marchés en produits locaux de consommation.

En termes de prévision, le Comité a relevé que l'inflation devrait rester à deux chiffres jusqu'au premier trimestre 2022, comme dans la prévision de juillet 2021, en raison de sa forte persistance, des anticipations des agents économiques, et dans une moindre mesure, de l'augmentation des prix des produits énergétiques et alimentaires. L'inflation se situerait à 12,5 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2021. Elle devrait, toute chose étant égale par ailleurs, baisser progressivement pour s'établir à 8 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, en raison de la faiblesse attendue de la demande.

Le Comité a pris note des principaux risques qui pèsent sur l'inflation que sont la faiblesse de la demande mondiale, la probable suspension des financements extérieurs et l'incertitude liés au changement intervenu le 05 septembre 2021. Toutefois, les effets de ces risques pourraient être atténués par l'impact de rationalisation des dépenses publiques sur la demande domestique qui exercerait une pression à la baisse sur les prix.

Etant donné la tendance baissière de la liquidité bancaire et de l'inflation, et le niveau de risques qui pèsent sur elle, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires inchangés à 11,5 % et 16 %, respectivement.

Fait à Conakry, le 02 décembre 2021

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Dr Louncény NABE

Résumé analytique

Le rythme de croissance économique enregistré au deuxième trimestre 2021 continue de se renforcer au troisième trimestre 2021, grâce aux mesures de relance budgétaire et l'ouverture commerciale. La croissance économique est restée vigoureuse aussi bien dans les économies avancées que dans les économies émergentes. Elle s'accélère aux Etats - Unis, dans la Zone Euro et au Japon, en raison de la relance de la demande domestique et extérieure. En Chine, elle ralentit par rapport au deuxième trimestre 2021, en raison des coupures d'électricité, des perturbations des chaînes d'approvisionnement, et de l'apparition de la cinquième vague de COVID-19 dans certaines régions.

Le contexte de reprise de l'activité économique mondiale a contribué à l'inflation mondiale au troisième trimestre 2021. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation s'établit à 5,3 %, contre 4,8 % au deuxième trimestre 2021, porté par les prix des produits alimentaires, du logement et de l'énergie. Dans la Zone Euro et au Japon, il se situe à 3,4 %, lié à la hausse des prix de l'énergie. Par contre, en Chine et en Inde, l'inflation ralentit à 1 % et 4,8 %, respectivement.

Au troisième trimestre 2021, l'indice global des matières premières enregistre une hausse de 8,6 % par rapport au deuxième trimestre 2021, résultant de l'augmentation des prix des produits énergétiques.

Les cours des produits énergétiques augmentent de 23,7 % par rapport au deuxième trimestre 2021, tirés par l'accroissement des cours du charbon, du gaz naturel et du pétrole. Par contre, les prix des matières non énergétiques baissent de 2,1 % par rapport au trimestre précédent, reflétant les conditions météorologiques défavorables.

La politique monétaire est restée accommodante dans certaines économies avancées et restrictive dans certains pays émergents. La FED, la BCE et la Banque du Japon ont maintenu inchangés leurs taux directeurs. Par contre, la politique monétaire est restée restrictive dans les économies émergentes, exceptée la Chine qui a maintenu inchangée sa politique monétaire.

Sur le plan national, le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5,5 % en 2021, grâce à la performance de tous les secteurs d'activités économiques. Du côté de la demande, elle serait portée par la consommation domestique et les exportations notamment minières.

Le secteur des finances au troisième trimestre 2021 est marqué par une amélioration des indicateurs budgétaires, en lien avec la rationalisation des dépenses publiques imposée par les nouvelles Autorités et la digitalisation des activités budgétaires. Le déficit du solde budgétaire base caisse se situe à GNF 200,4 milliards, en amélioration de 86,9 % par

rapport au troisième trimestre 2020. Les soldes de base avec dons compris et hors dons affichent des excédents de GNF 601,1 milliards et GNF 450,6 milliards, respectivement.

Au troisième trimestre 2021, la conduite de la politique monétaire est marquée par le maintien du taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires à 11,5 % et 16 %, respectivement.

A fin septembre 2021, la liquidité globale du système bancaire se situe à GNF 4 971,3 milliards, contre GNF 5 079,9 milliards à fin juin 2021, soit une baisse de 2,1 % imputable à la contraction des réserves excédentaires.

En moyenne, au troisième trimestre 2021, les taux de change officiels du dollar et de l'euro par rapport au franc guinéen se situent à GNF 9 733,4 et GNF 11 480,1 respectivement, contre GNF 9 822,5 et GNF 11 841,1 durant le trimestre précédent. Sur le marché parallèle, les taux de change moyens du dollar et de l'euro sont de GNF 9 793,5 et GNF 11 580,2 respectivement, contre GNF 9 885,1 et GNF 11 864,9 au deuxième trimestre 2021. En moyenne, la prime de change s'établit à 0,6 % pour le dollar et à 0,9 % pour l'euro durant le troisième trimestre 2021, contre 0,6 % et 0,2 % respectivement au trimestre précédent. L'appréciation du franc guinéen par rapport au dollar et à l'euro, et l'évolution de la prime de change s'expliquent par la liquidité du marché des changes, reflétant l'évolution positive du rapatriement des recettes d'exportations et l'impact des réformes entreprises au niveau du marché des changes depuis la mise en place de la salle de marché en novembre 2020.

La masse monétaire enregistre une augmentation de 0,8 % par rapport à fin juin 2021 pour s'établir à GNF 40 141,7 milliards à septembre 2021. Cet accroissement est principalement dû à l'augmentation des avoirs intérieurs nets de 3,5 %, contenue par la baisse des avoirs extérieurs nets de 3,5 %.

Le compte extérieur dégage une capacité de financement de USD 1 098,65 millions au troisième trimestre de 2021, reflétant principalement l'excédent du compte des transactions.

En glissement annuel, le taux d'inflation s'établit à 13,1 % en septembre 2021, contre 13,5 % août 2021 et 10,6 % en septembre 2020. Elle est tirée par les prix de la composante alimentaire, en lien avec la hausse du prix du carburant à la pompe et les difficultés d'approvisionnement des marchés en produits locaux de consommation.

Comme dans les prévisions de juillet 2021, l'inflation devrait rester à deux chiffres jusqu'au premier trimestre 2022, en raison de sa forte persistance, des anticipations inflationnistes, et dans une moindre mesure, par les prix des produits énergétiques et alimentaires, en dépit de la surévaluation prévue du taux de change effectif réel et de la faiblesse de la demande. Elle se situerait à 12,5 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2021.

Elle devrait baisser progressivement vers son objectif pour s'établir à 8 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, en raison de la faiblesse attendue de la demande.

Les principaux risques qui pèsent sur l'inflation sont la faiblesse de la demande mondiale, la suspension des financements extérieurs et l'incertitude liés au changement intervenu le 05 septembre 2021. Les effets de ces risques pourraient être atténués par l'impact de rationalisation des dépenses publiques sur la demande domestique qui exercerait une pression à la baisse sur les prix.

.

1-ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Après le rebond du deuxième trimestre 2021, la reprise économique s'est poursuivie à un rythme soutenu au troisième trimestre 2021. Les mesures de relance budgétaire et l'ouverture des économies, grâce aux progrès dans la vaccination, continuent de soutenir cette reprise.

Cependant, la reprise mondiale s'accompagne de la hausse des cours des matières premières, qui engendre la flambée des prix à la consommation. Les chaînes d'approvisionnement continuent d'être perturbées et des conteneurs restent bloqués dans les principaux ports. Ces perturbations affectent la disponibilité de plusieurs produits, notamment les biens durables.

1-1-Activité économique mondiale

Au troisième trimestre 2021, l'économie mondiale est restée soutenue par les mesures de politiques économiques et les progrès dans les campagnes de vaccination, qui ont favorisé l'ouverture des économies. La croissance économique est restée vigoureuse dans les économies avancées et de marchés émergents.

Le PIB réel des Etats-Unis augmente de 2 % reflétant la hausse des investissements privés, des dépenses de consommation personnelle, des dépenses publiques et des investissements fixes non résidentiels.

Pour la zone euro, la croissance s'établit à 2,2 %, après 2,1 % au deuxième trimestre 2021. Elle est tirée par les dépenses des ménages et le commerce. L'Allemagne enregistre une croissance de son PIB de 1,5 %, principalement en raison de la hausse des dépenses de consommation des ménages. Le taux de croissance du PIB français s'élève à 3 %, grâce à la réouverture des secteurs du loisir et du tourisme, l'augmentation des dépenses de consommation des ménages et de la production manufacturière. L'Italie affiche une hausse de son PIB de 2,7 %, bénéficiant d'une forte reprise du secteur des services marchands.

Tableau 1 : Croissance économique mondiale (en %)

	3 ^{ème} trim. 2020	4 ^{ème} trim. 2020	1 ^{er} trim. 2021	2 ^{ème} trim. 2021	3 ^{ème} trim. 2021
Etats-Unis	7,5	1,1	1,5	1,6	0,5
Zone euro	12,6	-0,4	-0,3	2,1	2,2
France	18,5	-1,1	0,1	1,3	3,0
Allemagne	9,0	0,7	-1,9	1,9	1,8
Italie	15,6	-1,7	0,3	2,7	2,6
Japon	5,4	2,8	-1,1	0,5	..
Royaume-Uni	17,4	1,1	-1,4	5,5	1,3
Chine	2,9	3,2	0,2	1,2	0,2
Inde	21,2	8,6	2,3	-10,2	..
Brésil	7,7	3,1	1,2	-0,1	..
Russie	2,4	1,1	1,0	3,5	..
Afrique du Sud	13,9	2,5	1,0	1,2	..

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

S'agissant de l'économie japonaise, celle-ci enregistre une croissance de 1,2 %. Elle est portée par la consommation des ménages et les exportations, qui ont bénéficié de la reprise économique mondiale et de l'ouverture des autres pays.

De même, au Royaume-Uni, la croissance économique ralentit à 1,3 % après une croissance de 5,5 % au deuxième trimestre 2021, qui fait suite à une baisse de 1,4 % au premier trimestre 2021. La résurgence de l'épidémie au début de l'été ainsi que les pénuries de biens et de main-d'œuvre, accrues par les conséquences du Brexit, ont pesé sur l'activité. Ainsi, l'investissement et les exportations n'ont que peu progressé au troisième trimestre.

En revanche, le rythme de croissance économique chinoise ralentit au troisième trimestre 2021, le PIB n'ayant augmenté que de 0,2 %, contre 0,2 % au premier trimestre 2021 et 1,2 % au deuxième trimestre 2021. Ce ralentissement est lié principalement à des coupures d'électricité, au rebond épidémique dans certaines régions en août, à des perturbations des chaînes d'approvisionnement et au ralentissement dans l'immobilier.

1-2-Inflation et matières premières

Au troisième trimestre 2021, la reprise mondiale de la demande a contribué à l'accélération de l'inflation, faisant grimper les prix de nombreuses matières premières. La vitesse et l'inégalité de la reprise ont également conduit à des goulots d'étranglement de l'offre mondiale, comme dans le transport maritime, et à des pénuries d'intrants, comme les semi-conducteurs. Celles-ci ont conduit à des coûts de production plus élevés pour les entreprises, ainsi qu'à des pénuries de biens de consommation spécifiques.

1-2-1-Inflation

Le taux d'inflation se situe à 5,3 % aux Etats-Unis, contre 4,8 % au deuxième trimestre 2021. Il est tiré par les prix dans l'alimentaire et le logement, mais aussi par ceux de l'énergie.

L'inflation en zone euro s'est accélérée pour atteindre 3,4 %, contre 2,2 % au deuxième trimestre 2021, poussée par les prix de l'énergie. Elle se situe à 3,9 % en Allemagne, du fait de la vive tension sur les prix de l'énergie et d'un effet lié à la TVA, qui impacte les prix des biens. Il est de 1,7 % en France, en raison de l'accélération des prix des services et de l'énergie. En Italie, l'inflation s'est accélérée à 3,1 % en octobre alors que les ménages ont fait face à une hausse du coût de l'énergie qui a augmenté de 23,4 % sur la période

Au Japon, les prix à la consommation augmentent de 0,1 %, contre une baisse de 0,8 % au deuxième trimestre 2021. Ils sont tirés notamment par les prix de l'énergie. L'inflation atteint 6,9 % en Russie, contre 7,4 % au deuxième trimestre 2021, en raison de la faiblesse de la récolte agricole et des coûts plus élevés de la production animale.

Tableau 2 : Evolution de l'inflation mondiale (en %)

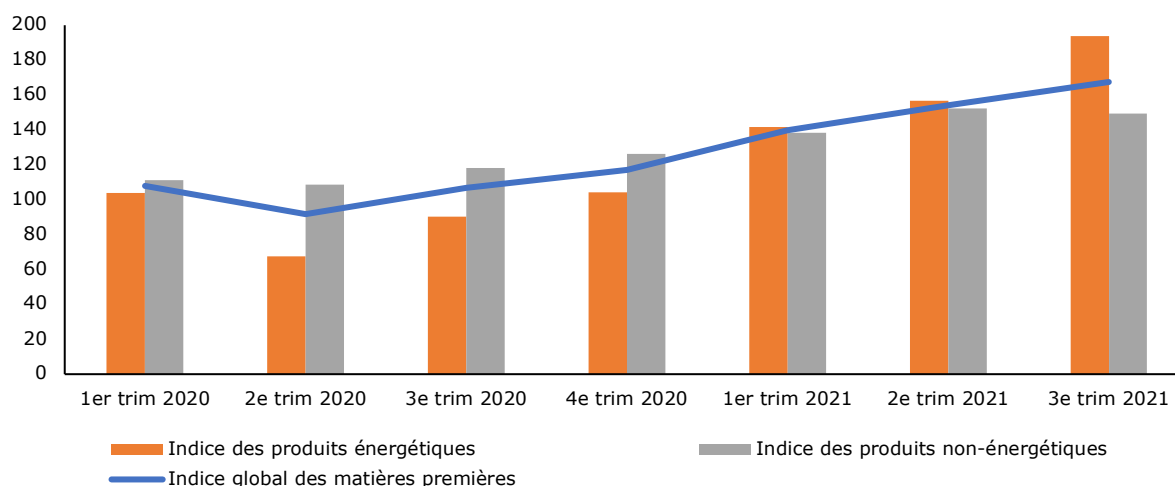
	3 ^{ème} trim 2020	4 ^{ème} trim 2020	1 ^{er} trim 2021	2 ^{ème} trim 2021	3 ^{ème} trim 2021
États-Unis	1,2	1,2	1,9	4,8	5,3
Allemagne	-0,1	-0,3	1,4	2,3	3,9
Italie	-0,5	-0,2	0,6	1,2	2,2
France	0,3	0,1	0,7	1,4	1,7
Japon	0,2	-0,8	-0,5	-0,8	-0,2
Royaume-Uni	0,8	0,8	0,9	2,1	2,7
Chine	2,0	0,1	-0,1	1,3	1,0
Brésil	2,6	4,3	5,3	7,7	9,6
Russie	3,5	4,4	5,5	6,0	6,9
Inde	5,5	5,0	4,4	5,3	4,8

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

L'inflation continue d'augmenter dans de nombreux pays émergents, en raison de la hausse des prix du carburant, des denrées alimentaires et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement qui interagissent avec un rebond économique plus fort. En Russie, le taux d'inflation se situe à 6,9 %, contre 6 % au deuxième trimestre 2021. Au Brésil, l'inflation s'accélère en passant de 7,7 % au deuxième trimestre 2021 à 9,6 % au troisième trimestre 2021. Par contre, en Chine et en Inde l'inflation ralentit à 1 % et 4,8 %, respectivement.

1-2-2-Matières premières

Au troisième trimestre 2021, les cours des matières premières ont augmenté de 8,6 %, liée à la hausse des prix des produits énergétiques. En glissement annuel, les cours des matières premières croissent de 56,9 %.

Graphique 1 : Indice des matières premières

Source : Fonds Monétaire International

Les cours des produits énergétiques enregistrent une augmentation de 25,8 % après une croissance de 10,7 % au deuxième trimestre 2021. En glissement annuel, ils augmentent de 114,8 %. Les prix des produits énergétiques sont tirés à la hausse par l'accroissement des cours du charbon et du gaz naturel, impactant à la hausse le cours du pétrole.

L'indice des produits non-énergétiques baisse de 2,1 %, contre une croissance de 10,1 % au deuxième trimestre 2021 et de 26,3 % en glissement annuel. Cette baisse, observée au niveau de tous les produits non-énergétiques, est due notamment à des conditions météorologiques défavorables. Des températures inhabituellement élevées ont accru la demande d'électricité. Les sécheresses ont réduit l'approvisionnement en hydroélectricité et ont affecté certains produits agricoles, tandis que les inondations ont affecté l'approvisionnement de certains métaux et charbon.

Ainsi, les cours des minerais baissent de 4,9 %, alors qu'ils se sont accrus de 15,9 % au deuxième trimestre 2021. En glissement annuel, ils s'accroissent de 45,7 %. Ils sont principalement affectés par le prix de la tonne de fer qui est passé de USD 199 à USD 163,4, soit une baisse de 17,9 %, contre une hausse de 20,4 % au trimestre précédent. Les prix des métaux précieux se sont contractés de 3,1 % par rapport au deuxième trimestre 2021, avec une baisse du prix de l'or, qui s'est fixé à USD 1789,4 l'once, soit une baisse de 1,5 % par rapport au deuxième trimestre 2021.

L'indice des prix agricoles a légèrement baissé durant le troisième trimestre 2021. Cette baisse est principalement due à celle des produits céréaliers, notamment le riz et le maïs dont les prix enregistrent une baisse de 15,2 % et de 10,9 %, respectivement. Les prix d'autres produits alimentaires ont également baissé durant le troisième trimestre 2021. Il s'agit notamment de la pomme, de la banane et de la tomate.

Par contre, les prix de certains produits alimentaires ont augmenté au cours du troisième trimestre 2021. Le prix de la tonne du sucre est passé de USD 24,6 au deuxième trimestre 2021 à USD 27,2 au troisième trimestre 2021. La tonne du jus d'orange augmente de 17,7 %, tandis que de celle du lait s'accroît de 12,3 % par rapport au deuxième trimestre 2021.

Tableau 3 : Prix des produits énergétiques (en USD)

	3eme trim 2020	4eme trim 2020	1er trim 2021	2eme trim 2021	3eme trim 2021
Gaz naturel (par m ³)	2,7	5,3	7,1	7,2	13,1
Pétrole (par baril)	42,0	43,7	59,3	67,1	71,6
Aluminium (par tonne)	1 708,7	1 918,7	2 091,0	2 400,3	2 645,1
Fer (par tonne)	117,0	131,9	165,3	199,0	163,4
Or (par once)	1 911,2	1 873,2	1 797,8	1 817,3	1 789,4
Cacao (par tonne)	2 302,8	2 352,4	2 415,7	2 380,7	2 452,8
Café (par tonne)	121,4	118,4	126,5	139,3	166,6
Maïs (par tonne)	156,2	192,2	241,0	288,5	257,1
Riz (par tonne)	480,3	472,7	518,9	467,4	396,2
Blé (par tonne)	183,0	210,5	236,2	252,4	262,7
Banane (par tonne)	1 252,5	1 139,6	1 231,5	1 229,3	1 218,4
Sucre (par tonne)	19,7	21,5	22,9	24,6	27,2
Huile de palme (par tonne)	664,2	827,7	967,0	1 020,6	1 064,7

Source : Fonds Monétaire International

1-3-Marché financier et politique monétaire

1-3-1-Marché financier

Au troisième trimestre 2021, le marché boursier mondial, mesuré par l'indice mondial MSCI, baisse de 0,4 % par rapport au deuxième trimestre 2021. De même, l'Euro Stoxx 50

et l'Euronext baissent de 0,4 % et 1,8 %, respectivement par rapport au deuxième trimestre 2021. Il en est de même pour l'indice américain Dow Jones qui baisse de 1,9 %.

En revanche, l'indice américain S&P 500 enregistre une hausse de 0,2 % de même que le CAC 40 enregistre. Compte tenu de la lenteur des importations et de la hausse des taux d'intérêt américains, les performances des actions des marchés émergents ont été un peu plus modestes ces derniers mois. L'indice MSCI des marchés émergents est en hausse de 6,6 %.

1-3-2-Politique monétaire

En dépit de ce contexte international marqué par la hausse des prix, la politique monétaire est restée accommodante dans les économies avancées. Les taux d'intérêt sur les fonds fédéraux américains sont maintenus dans la fourchette de 0 à 0,25 %.

A la Banque Centrale Européenne, la politique monétaire est maintenue inchangée. Ainsi, le taux d'intérêt sur les opérations principales de refinancement et les taux d'intérêt sur la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt sont maintenus à 0,00 %, 0,25 % et - 0,50 %, respectivement. En Angleterre, la Banque Centrale a maintenu le taux d'escompte à 0,1 %.

Aussi, la Banque du Japon a laissé inchangée sa politique monétaire accommodante, en maintenant un taux d'intérêt négatif (-0,1 %). Elle poursuit l'achat d'obligations d'État japonaises (JGB) sans fixer de limite supérieure afin que les rendements des JGB à 10 ans restent autour de zéro pour cent.

Dans les économies émergentes, la politique monétaire est restée restrictive, en raison de la flambée des prix, à l'exception de la Chine qui a maintenu sa politique monétaire inchangée au cours du troisième trimestre 2021. Quant à la Banque Centrale de la Russie, son taux directeur passe de 5,5 % à 6,5 % en juillet 2021, puis à 6,75 % en septembre 2021. La Banque Centrale du Brésil relève son taux directeur de 4,25 % à 5,25 % en août 2021, puis à 6,25 % en septembre 2021, pour tenter de contenir les poussées inflationnistes.

S'agissant de la Banque Centrale chinoise, celle-ci a maintenu sa politique monétaire sur les prêts dans l'attente de meilleurs indicateurs de reprise économique dans le pays. Ainsi, le taux d'intérêt directeur des prêts est maintenu à 3,85 % et le taux d'intérêt de base pour les prêts de plus de cinq ans à 4,65 %.

2-ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

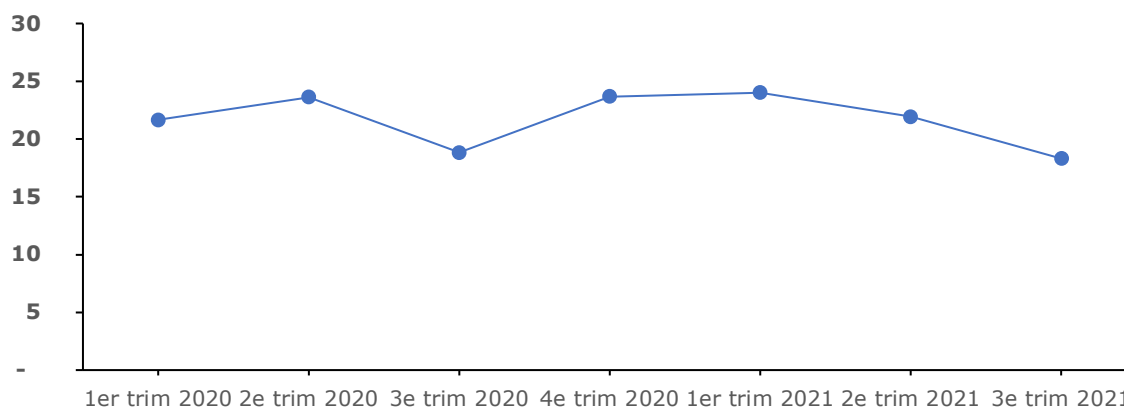
2-1- Activité économique

2-1-1- Activités minières

- Production de Bauxite

Malgré la rentrée en production de la compagnie SPIC (State Power Investment Corporation), la production de bauxite baisse de 16,5 % par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 2,7 % en glissement annuel, pour se situer à 18,3 millions de tonnes au troisième trimestre 2021. Ces contractions s'expliquent par la baisse de la demande, notamment chinoise, et les travaux d'extension de la Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG).

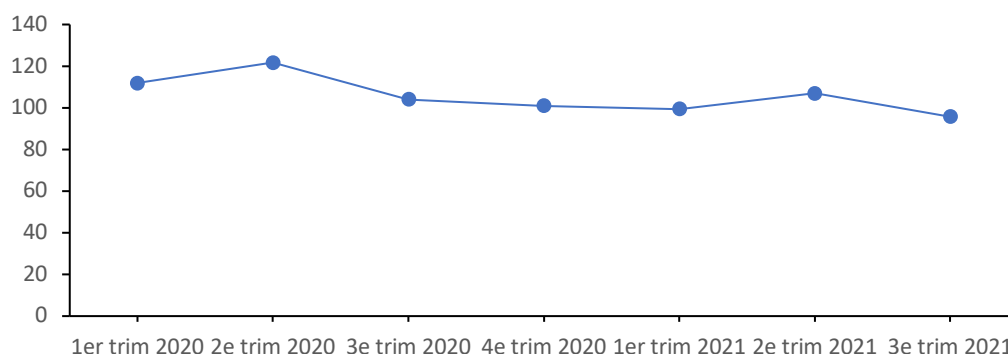
Graphique 2 : Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)



Source : Ministère des Mines et de la Géologie

La production d'alumine baisse de 10,5 % par rapport au deuxième trimestre 2021 pour se situer à 95 700 tonnes au troisième trimestre 2021, en lien avec le ralentissement des activités en saison pluvieuse. Toutefois, en glissement annuel, elle augmente de 25,6 %, reflétant l'augmentation de la demande.

Graphique 3 : Evolution de la production d'alumine en 2020 (en milliers de tonnes)

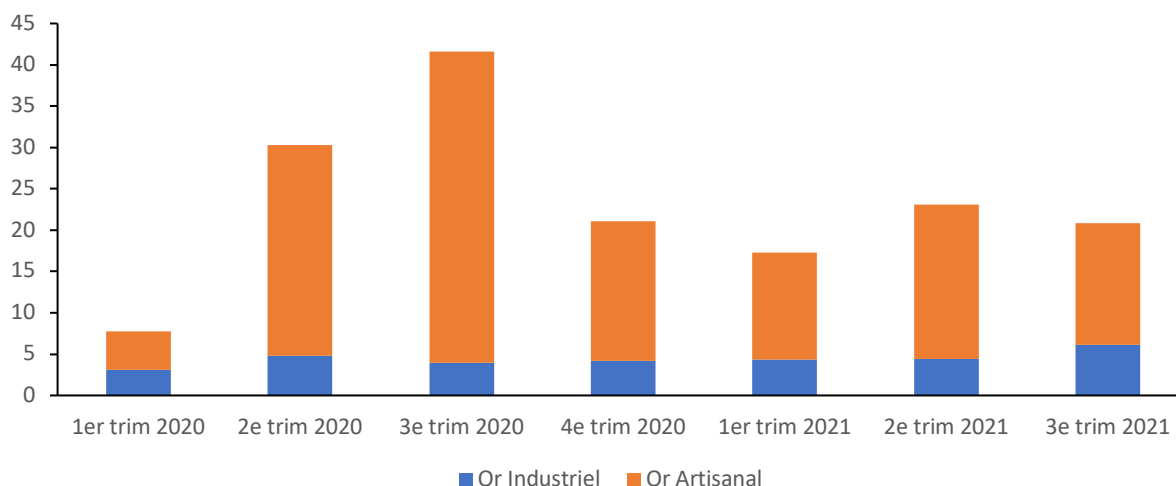


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- Production de matières précieuses

La production d'or baisse de 94,9 %, en glissement annuel, pour s'établir à 20,8 tonnes au troisième trimestre 2021, en rapport avec la baisse de la demande. Elle baisse également de 10 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec le ralentissement des activités durant la saison pluvieuse. Elle est constituée principalement de la production artisanale qui enregistre une production de 14,7 tonnes, soit 70,6 % de la production totale.

Graphique 4 : Evolution de la production d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La production de diamant baisse de 38,4 % pour se situer à 39 980 carats au troisième trimestre 2021, contre 64 936 carats au trimestre précédent, en raison du ralentissement des activités de la production en saison des pluies.

- Production de fer

La production de fer a presque doublé au deuxième trimestre 2021 en se situant à 976 830 tonnes, contre 503 764 tonnes au trimestre précédent et 238 200 tonnes au deuxième trimestre 2020, en lien avec l'augmentation de la demande étrangère, en particulier celle de la Chine.

2-1-2-Activités non minières

- Production de ciments

La production de ciment se situe à 299 380 tonnes au cours du deuxième trimestre 2021, contre 363 000 tonnes au trimestre précédent, soit une baisse de 17,5 % reflétant la baisse de la demande liée notamment au ralentissement de grands travaux, notamment d'infrastructures de transport et énergiques et à la baisse des prix. Toutefois, en glissement annuel, elle augmente de 7,7 %, en lien avec les mesures d'assouplissement sanitaire.

- Production de peinture :

La production de peinture augmente de 14,6 % par rapport au trimestre précédent pour atteindre 5 634,7 tonnes au deuxième trimestre 2021. En glissement annuel, elle baisse de 22,4 %, pour se situer à 1 683,32 tonnes durant le deuxième trimestre 2021. Ces contractions reflètent la baisse de la demande.

- Production d'eau

La production d'eau augmente de 1,2 % par rapport au trimestre précédent et 2,3 % en glissement annuel, pour s'établir à 15,5 millions de m³ au deuxième trimestre 2021. Cette situation résulte des travaux de réparation et d'entretien des installations endommagées du réseau de distribution qui avait impacté la production.

- Production d'électricité

La production d'électricité progresse de 17,6 % par rapport au trimestre précédent pour se situer à 705 470 MWH au deuxième trimestre 2021, en lien avec la mise en production effective du barrage de Souapiti. Toutefois, en glissement annuel, elle baisse de 5,2 %, les centrales thermiques qui sont passées dans le portefeuille de l'Etat, ne fonctionnant pas à temps plein.

- Immatriculations de véhicules

Le nombre de véhicules immatriculés s'établit à 9 678 au deuxième trimestre 2021, en baisse de 0,5 % par rapport au premier trimestre 2021, en lien avec la mesure d'interdiction d'importer des véhicules de plus de 13 ans. Toutefois, il augmente de 21,9 % en glissement annuel, en rapport avec l'ouverture des frontières, reflétant l'assouplissement des mesures de COVID-19.

2-2-Analyse de l'inflation

2-2-1-Inflation globale

En glissement annuel, le taux d'inflation s'établit à 13,1 % en septembre 2021, contre 13,5 % août 2021 et 10,6 % en septembre 2020. L'inflation est tirée par les prix de la composante alimentaire, qui augmente de 16,1 %, en lien avec la perturbation de l'approvisionnement des marchés en produits locaux de consommation.

La hausse des prix des produits alimentaires résulte de celle des prix des sous-groupes « légumes autres que pommes de terre et tubercules », « viande », « sel, épices et produits alimentaires » et « huiles et graisses », qui progressent respectivement de 34,1 %, 30,8 %, 26,7 % et 16,2 % en glissement annuel.

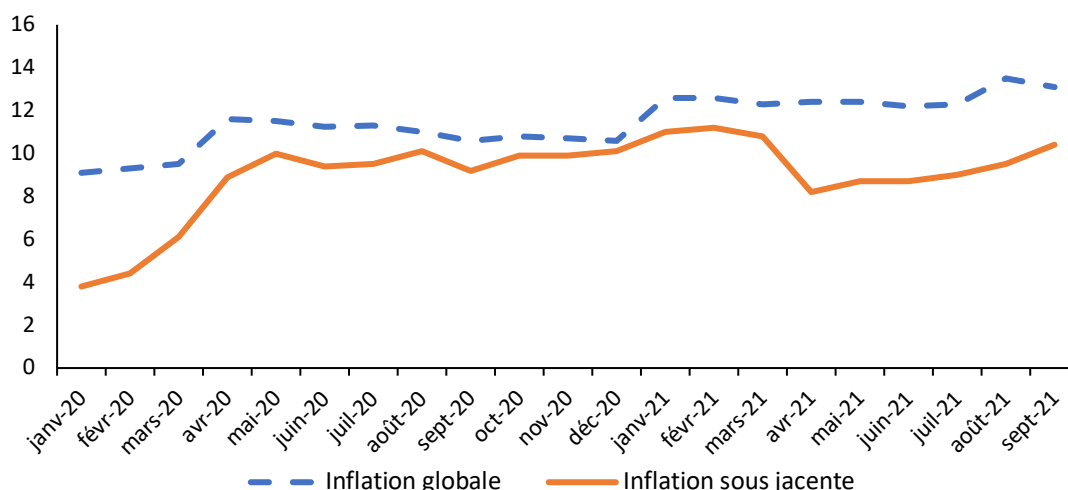
En dehors de la composante « lait fromage et œufs » qui enregistre une progression de 3,1 %, les autres composantes alimentaires enregistrent des progressions se situant entre 10 % et 16 %.

Parmi la composante alimentaire, la variation des prix à la consommation résulte principalement de la hausse des prix des produits locaux, qui enregistrent une augmentation de 15,4 % en septembre 2021, contre une hausse de 5,2 % des prix des produits importés. La forte augmentation des prix des produits locaux provient de la hausse des coûts des intrants et de la perturbation du réseau de transport liée aux travaux de reconstruction des infrastructures routières et à la saison pluvieuse.

2-2-2-Inflation sous-jacente

En glissement annuel, l'inflation sous-jacente représentée par l'indice des prix hors énergie et produits frais s'établit à 10,4 % en septembre 2021, contre 12,2 % en juin 2021 et 9,1 % en septembre 2020. Elle est essentiellement tirée à la hausse par les prix des produits d'ameublement, des équipements ménagers et d'entretiens courants de la maison (27,7 %), des produits alimentaires et des boissons (16,5 %) ainsi que des médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques (10,9 %).

L'évolution des prix des biens d'ameublement, d'équipements ménagers et d'entretiens courants de la maison reflète une forte accélération des prix des biens et des services d'entretiens courants de l'habitation (48,2 %). L'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons est liée à l'augmentation des prix des légumes autres que les pommes de terre et les tubercules (39,9 %), de la viande (30,8 %), des huiles et graisses (16,2 %), du poisson (12,7 %) ainsi que du pain et des céréales (12,3 %). Les prix des médicaments et autres produits pharmaceutiques sont tirés (10,9 %), en particulier les médicaments traditionnels.

Graphique 5 : Evolution de l'inflation en glissement annuel (en %)

Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

2-2-3-Indice des prix des produits frais et énergétiques

En glissement annuel, l'indice des produits énergie s'accroît de 8,3 % en septembre 2021, contre 7,7 % en juin 2021 et 1,4 % en septembre 2020. Son augmentation découle de l'accélération de l'indice des prix des carburants et lubrifiants de 15,6 %, suite à l'augmentation du prix du carburant qui est passé de GNF 9 000 à GNF 11 000 le 04 août 2021, puis à GNF 10 000 le 28 septembre 2021. Toutefois, l'indice des prix du gaz se contracte de 2,1 % en glissement annuel, en raison de la baisse des prix du gaz butane de 40 % par le Gouvernement le 1^{er} septembre 2021.

S'agissant des prix des produits frais, ils enregistrent une hausse de 16 % en glissement annuel. Cette augmentation résulte de l'accélération des prix des légumes frais (33,4 %), du sel, des épices et des sauces (26,7 %), en lien avec la hausse des coûts du transport reflétant l'augmentation du prix du carburant et la dégradation des infrastructures routières. Les prix des poissons qui augmentent de 12,7 % contribuent également à l'accélération des prix des produits frais.

2-3-Secteur monétaire et financier

2-3-1- Masse monétaire

A fin septembre 2021, la masse monétaire s'établit à GNF 40 141,7 milliards, contre GNF 39 814,5 milliards à fin juin 2021, soit une hausse de 0,8 % après une augmentation de 0,7 % au deuxième trimestre 2021. Cet accroissement est principalement dû à l'augmentation des avoirs intérieurs nets de 3,5 %, contenue par la baisse des avoirs extérieurs nets de 3,5 %. En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire est de 10,3 % à fin septembre 2021, contre une croissance de 18,1 % à fin juin 2021.

2-3-1-1- Contreparties de la masse monétaire

- **Avoirs extérieurs nets**

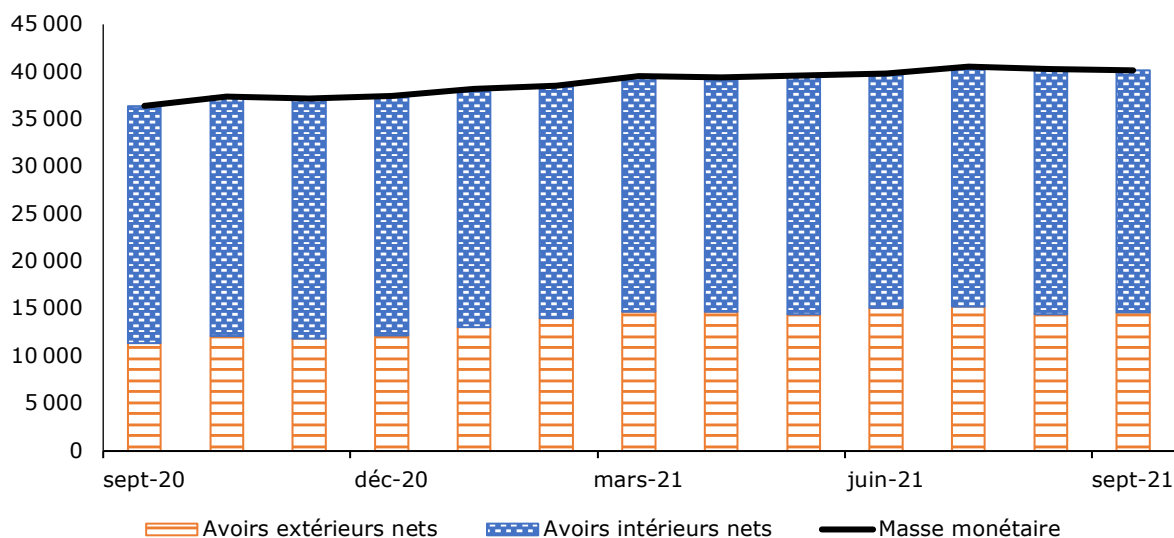
Les avoirs extérieurs nets se situent à GNF 14 600 milliards à fin septembre 2021, contre GNF 15 125,1 milliards à fin juin 2021, soit une baisse de 3,5 %. Cette baisse est due à celle des avoirs extérieurs de la Banque Centrale et dans une moindre mesure à celle des banques primaires. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets enregistrent une hausse de 28,5 % à fin septembre 2021, tirée essentiellement par les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts.

Au troisième trimestre 2021, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se contractent de 5,2 % pour se situer à GNF 9 247,7 milliards (USD 1 026,9 millions) à fin septembre 2021. Cette contraction s'explique essentiellement par la baisse de l'or monétaire et la hausse des transferts à l'étranger pour les comptes des banques. Toutefois, ces avoirs extérieurs nets ressortent en hausse de 9,8 % en glissement annuel, grâce à l'évolution positive des recettes minières et au rapatriement des recettes d'exportations.

La position extérieure nette des banques commerciales baisse de 0,3 % par rapport à fin juin 2021 mais augmentent de 82 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 5 352,3 milliards à fin septembre 2021. La tendance en glissement annuel s'explique en grande partie par le remboursement des placements à l'étranger, la réception des fonds pour le compte de la clientèle résidente et le rapatriement des recettes d'exportations des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux.

- **Avoirs intérieurs nets**

A fin septembre 2021, les avoirs intérieurs nets atteignent GNF 25 541,7 milliards, contre GNF 24 689,4 milliards à fin juin 2021, soit une hausse de 3,5 %. Cette hausse s'explique par celles des créances sur le secteur public de 2,2 % et des crédits au secteur privé de 4 %.

Graphique 6 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en milliards de GNF)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-3-1-2- Composantes de la masse monétaire

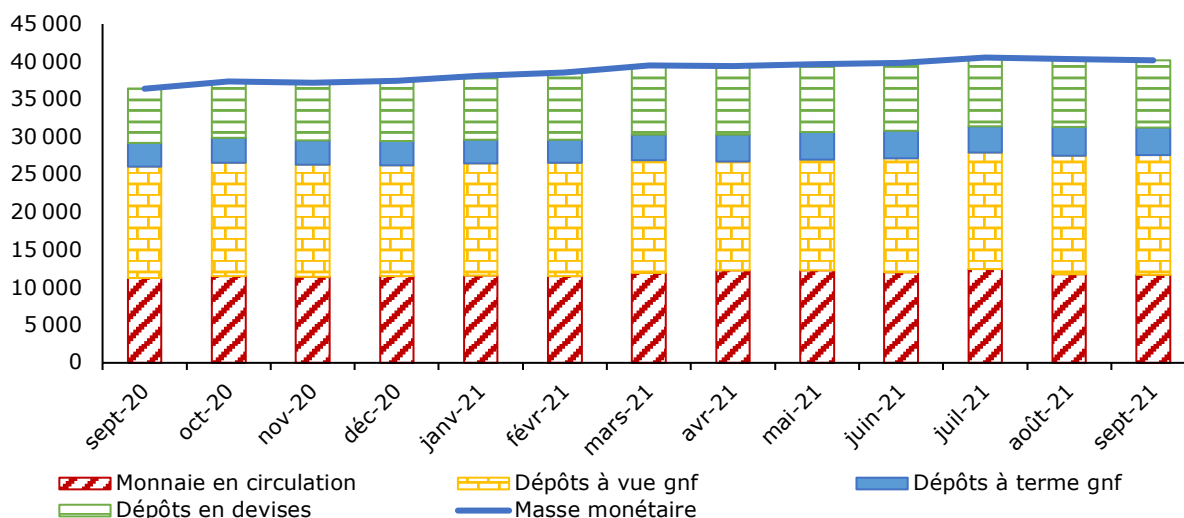
- **Circulation fiduciaire**

La circulation fiduciaire s'établit à GNF 11 695,1 milliards à fin septembre 2021, en baisse de 2,7 % par rapport à fin juin 2021 mais en hausse de 4,1 % en glissement annuel. Cette évolution est essentiellement imputable à l'augmentation simultanée des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets.

- **Dépôts**

Les dépôts bancaires augmentent de 2,4 % par rapport à fin juin 2021 et de 13,1 % en glissement annuel pour se situer à GNF 28 446,6 milliards à fin septembre 2021. Au cours du troisième trimestre 2021, ils sont composés essentiellement des dépôts à vue qui enregistrent une hausse de 4,8 % pour atteindre GNF 15 902,2 milliards à fin septembre 2021. Les dépôts à terme se situent à GNF 3 620,3 milliards à fin septembre 2021, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin juin 2021 et de 14,1 % en glissement annuel. L'évolution positive de ces dépôts s'explique notamment par la hausse des dépôts des émetteurs de monnaie électronique et l'accroissement des crédits.

Les dépôts en devises, quant à eux, baissent de 0,8 % au cours du troisième trimestre 2021 pour se situer à GNF 8 924,1 milliards à fin septembre 2021. Toutefois, en glissement annuel, ils sont en hausse de 24,1 %, due à l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs des mines, de l'énergie, des télécommunications et des BTP.

Graphique 7 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (en milliards de GNF)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-3-2- Conditions monétaires

Au troisième trimestre 2021, le taux directeur est resté inchangé à 11,5 % et le coefficient des réserves obligatoires est maintenu à 16 %.

- **Liquidité bancaire**

A fin septembre 2021, la liquidité globale du système bancaire se situe à GNF 4 971,3 milliards, contre GNF 5 079,9 milliards à fin juin 2021, soit une baisse de 2,1 %. Cette baisse est imputable à celle des réserves excédentaires, qui sont passées de GNF 778,3 milliards à fin juin 2021 à GNF 650,4 milliards à fin septembre 2021, soit une contraction de 16,4 %. Les encaisses des banques baissent également de 8,2 %, par rapport à fin juin 2021, pour se situer à GNF 908,9 milliards à fin septembre 2021. Par contre, les réserves obligatoires atteignent GNF 4 211 milliards à fin septembre 2021, soit une hausse de 2,4 % au cours du troisième trimestre 2021, reflétant l'évolution positive des dépôts bancaires.

- **Structure des taux d'intérêt**

Durant le troisième trimestre 2021, le taux débiteur maximum moyen des banques estimé à 22,25 %, est resté inchangé par rapport au trimestre précédent. Le taux créditeur moyen sur les comptes à terme se fixe à 2,73 %, contre 2,67 % au deuxième trimestre 2021.

Par ailleurs, le taux moyen pondéré des bons du Trésor à 91 jours se fixe à 11,7 % au troisième trimestre, contre 12,2 % au deuxième trimestre 2021. Le taux moyen des bons du Trésor à 182 jours se situe à 13,1 % au troisième trimestre 2021, contre 13 % au

trimestre précédent. Celui des bons du Trésor de 364 jours est de 13,4 % au troisième trimestre 2021, contre 13,8 % un trimestre auparavant.

2-3-3- Marché de change

- **Cours de change**

A fin septembre 2021, le cours officiel de change du dollar des Etats-Unis par rapport au franc guinéen s'établit à GNF 9 704,8, contre 9 769,9 à fin juin 2021, soit une appréciation de 0,7 % de la monnaie guinéenne. S'agissant du taux de change de l'euro, il passe de GNF 11 614,6 à fin juin 2021 à GNF 11 310, soit une appréciation de près de 2,6 %. En moyenne, au troisième trimestre 2021, les taux de change du dollar et de l'euro par rapport au franc guinéen se situent à GNF 9 733,4 et GNF 11 480,1 respectivement, contre GNF 9 822,5 et GNF 11 841,1 durant le trimestre précédent.

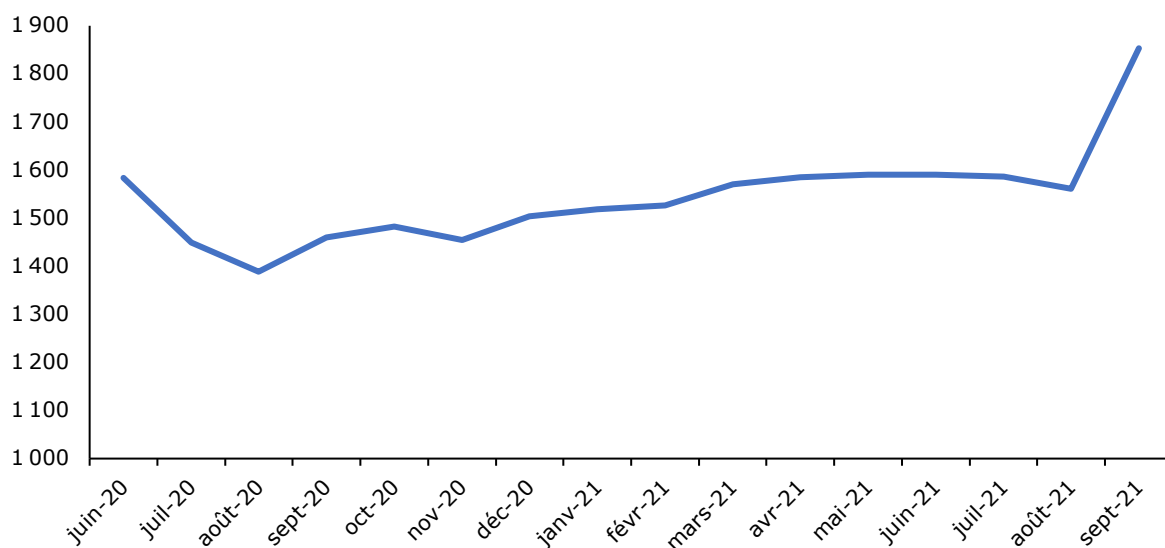
Sur le marché parallèle, le taux de change du dollar par rapport au franc guinéen s'établit à GNF 9 766,7 à fin septembre 2021, contre GNF 9 831,7 à fin juin 2021. Le cours de change de l'euro par rapport au franc guinéen est de GNF 11 450 à fin septembre 2021, contre GNF 11 735 à fin juin 2021. Au troisième trimestre 2021, les taux de change moyens du dollar et de l'euro sont de GNF 9 793,5 et GNF 11 580,2 respectivement, contre GNF 9 885,1 et GNF 11 864,9 au deuxième trimestre 2021.

En moyenne, la prime de change s'établit à 0,6 % pour le dollar et à 0,9 % pour l'euro durant le troisième trimestre 2021, contre 0,6 % et 0,2 % respectivement au trimestre précédent.

L'appréciation du franc guinéen par rapport au dollar et à l'euro, et l'évolution de la prime de change s'expliquent par la liquidité du marché des changes, reflétant l'évolution positive du rapatriement des recettes d'exportations et l'impact des réformes entreprises au niveau du marché des changes depuis la mise en place de la salle de marché.

- **Réserves de change**

Les réserves brutes de change atteignent USD 1,9 milliards, contre USD 1,6 milliards à fin juin 2021, soit un accroissement de 16 %. Elles représentent environ 6 mois d'importations. Les réserves internationales nettes se situent à USD 1 163,4 milliards, soit une hausse de 28,8 % par rapport à fin juin 2021. L'accroissement des réserves internationales brutes et nettes résulte de l'encaissement par l'Etat de l'aide budgétaire, de la mobilisation des recettes minières de l'Etat et du rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux.

Graphique 8 : Évolution des réserves brutes de change (en millions d'USD)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

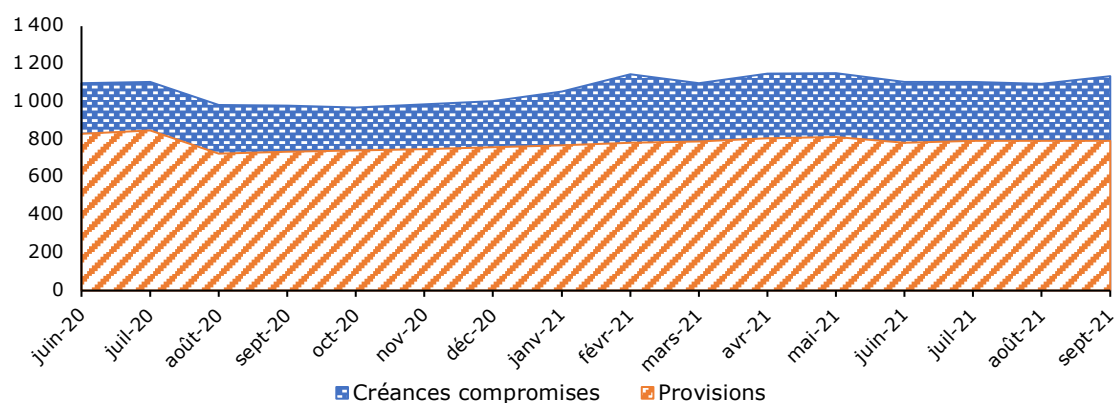
2-3-3- Stabilité financière

- **Qualité du portefeuille bancaire**

Les créances compromises s'établissent à GNF 1 136,9 milliards (soit 8,5 % des créances au secteur privé) à fin septembre 2021, en hausse de 2,8 % par rapport à fin juin 2021 et de 16 % en glissement annuel. Cette hausse s'explique par les difficultés de certains clients notamment dans le secteur hôtelier, reflétant les effets de la pandémie de COVID - 19.

- **Provisions**

Les provisions constituées passent de GNF 784,2 milliards à fin juin 2021 à GNF 793,4 milliards, soit une augmentation de 1,2 %. Ces provisions couvrent 69,8 % des créances compromises, contre 70,9 % à fin juin 2021.

Graphique 9 : Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-4- Finances publiques

2-4-1- Recettes

Les recettes et dons mobilisés au cours du troisième trimestre 2021 se situent à GNF 5 180,2 milliards, contre GNF 6 394,5 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 19 %. Cette baisse s'explique par le ralentissement des activités économiques en saison des pluies ainsi que par l'incertitude liée au changement intervenu le 05 septembre 2021. Elle reflète la contraction simultanée des recettes courantes et des dons et emprunts.

En glissement annuel, elles augmentent de 1,7 %, reflétant l'effet des réformes fiscales (guichet unique du commerce extérieur, e-tax, dématérialisation de taxes liées à l'immatriculation des véhicules et au permis de conduire) entreprises au début de 2021.

Tableau 4 : Evolution des recettes et dons (en milliards de GNF)

	3^{ème} trim. 2020	4^{ème} trim. 2020	1^{er} trim. 2021	2^{ème} trim. 2021	3^{ème} trim. 2021
Recettes courantes	4491,5	4222,5	4 824,4	5 923,0	5 029,8
Secteur minier	581,7	608,1	816,7	904,2	776,2
Secteur non minier	3909,8	3614,4	4 007,7	5 018,8	4 253,6
Dons et emprunts	603,0	289,5	296,3	471,5	150,5
Dons affectés	74,7	80,4	255,8	471,5	150,5
Dons non affectés	528,3	209,1	40,5	0,00	0,00

Source : Ministère du Budget

Les recettes courantes passent de GNF 5 923 milliards au deuxième trimestre 2021 à GNF 5 029,8 milliards au troisième trimestre 2021, soit une diminution de 15,1 % reflétant la baisse simultanée des recettes minières et non minières. En glissement annuel, elles affichent une hausse de 12 %.

Les recettes minières s'établissent à GNF 776,2 milliards, contre GNF 904,3 milliards au deuxième trimestre 2021, soit une baisse de 14,2 %. Toutefois, elles sont en hausse de 33,4 % en glissement annuel.

Les recettes non minières passent de GNF 5 018,8 milliards au deuxième trimestre 2021 à GNF 4 253,6 milliards au troisième trimestre 2021, soit une baisse de 15,3 %. Leur baisse est principalement due à la faible mobilisation des contributions directes qui baissent de 39,5 % par rapport au deuxième trimestre 2021 pour se situer à GNF 790,6 milliards. Les recettes sur le commerce international contribuent également à la baisse des recettes courantes non minières, en se situant à GNF 827 milliards, contre GNF 1 035,3 milliards au deuxième trimestre 2021.

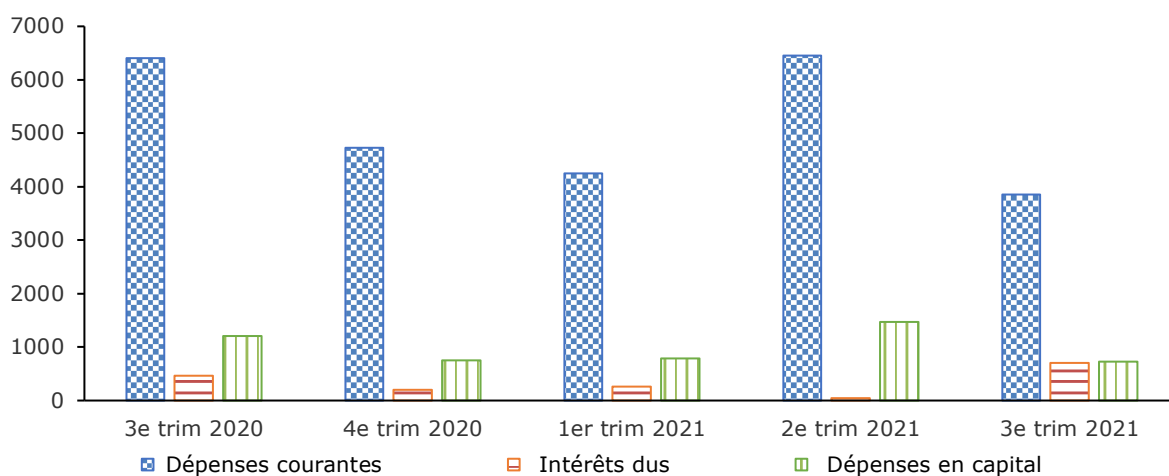
Les recettes non fiscales s'accroissent de 24,3 % par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 46,3 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 504 milliards.

Les dons et emprunts se situent à GNF 150,5 milliards, en baisse de 68,1 % par rapport au trimestre précédent et 75,1 % en glissement annuel.

2-4-2- Dépenses

Les dépenses publiques exécutées au troisième trimestre 2021 s'établissent à GNF 4 579,2 milliards, en baisse de 42,9 % par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 39,9 % en glissement annuel. Ces baisses s'expliquent par la rationalisation des dépenses publiques, suite au changement intervenu le 05 septembre 2021. Elles reflètent la contraction des dépenses courantes et des d'investissements publics.

Graphique 10 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Les dépenses courantes s'établissent à GNF 3 849,6 milliards, en baisse de 40,4 % par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 39,9 % en glissement annuel. La baisse de ces dépenses est due à celle des subventions et des transferts, des dépenses pour autres biens et services ainsi qu'à celle des traitements et salaires.

Les subventions et les transferts passent de GNF 2 799,6 milliards au deuxième trimestre 2021 à GNF 994,6 milliards, soit de 64,5 %. En glissement annuel, ils baissent également de 48,7 %. Les dépenses d'autres biens et services, en s'établissant à GNF 1 007,7 milliards, se contractent de 45,7 % par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 54 % en glissement annuel. Les traitements et les salaires se contractent de 17,2 % par rapport au deuxième 2021 et de 20,1 % en glissement annuel pour se situer à GNF 3 849,6 milliards au troisième trimestre 2021.

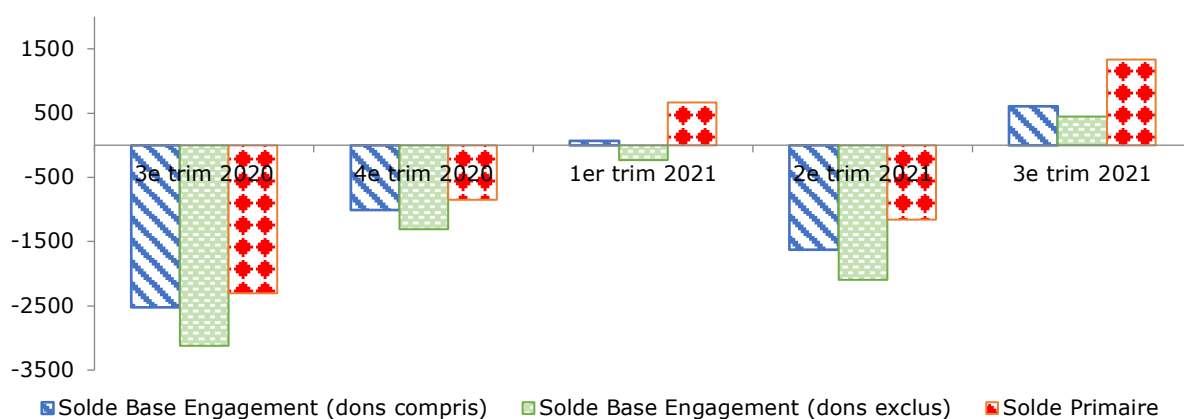
Les dépenses en capital baissent de 50,4 % par rapport au deuxième trimestre 2021 et de 39,8 % en glissement annuel pour se situer à GNF 727,7 milliards. Ces baisses sont dues à celle des investissements sur financement extérieur et des investissements sur financement interne.

Contrairement au deuxième trimestre 2021 où ils ont baissé, les paiements des intérêts augmentent pour se hisser à GNF 704,2 milliards. Cette augmentation est due à celles des paiements des intérêts sur la dette extérieure et intérieure qui s'élève à GNF 107,2 milliards et 289,8 milliards, respectivement.

2-4-3- Soldes budgétaires

La situation des finances publiques s'est améliorée au cours du troisième trimestre 2021, les soldes budgétaires affichant un excédent. En effet, le solde de base (dons compris) est excédentaire de GNF 601,1 milliards, contre un déficit de GNF 1 622,9 milliards deuxième trimestre 2021. En excluant les dons, l'excédent s'élève à GNF 450,6 milliards, contre un déficit de GNF 2 094,3 milliards au deuxième trimestre 2021.

Graphique 11 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Le solde primaire dégage un excédent de GNF 1 329,6 milliards, contre un déficit de GNF 1 155,4 milliards au deuxième trimestre 2021. Cette amélioration des finances publiques résulte d'une contraction des dépenses publiques, en dépit d'une baisse des recettes.

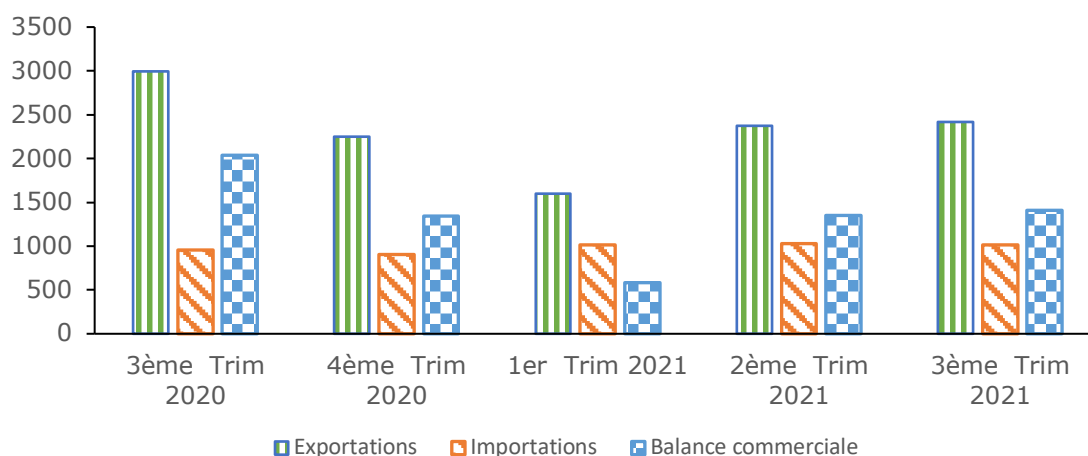
2-5-Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2021, le compte extérieur de la Guinée dégage une capacité de financement de USD 1 098,65 millions, contre une capacité de financement de USD 1 271,18 millions à la même période de l'année précédente. Cet excédent s'explique par principalement par l'excédent du compte des transactions courantes, même si le compte de capital enregistre un excédent.

L'excédent du compte des transactions courantes est passé de USD 1 201,8 millions au troisième trimestre 2020 à USD 1 082,70 millions au troisième trimestre 2021, soit baisse de 10 %. Le niveau de l'excédent du compte des transactions courantes est lié principalement aux excédents dégagés par la balance commerciale et le compte des revenus secondaires. En revanche, les balances des services et des revenus primaires, se traduisent par des déficits de USD 178,8 millions et de USD 191,8 millions, respectivement.

L'excédent de la balance commerciale enregistre une baisse de 30,9 % par rapport au troisième trimestre 2020, pour s'établir à USD 1 407,2 millions au troisième trimestre 2021. La baisse de cet excédent résulte de la baisse des exportations des produits miniers et de la hausse des importations des produits pétroliers et alimentaires, en lien avec l'ouverture des frontières.

Graphique 12 : Evolution de la balance commerciale (en millions USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-5-1- Exportations

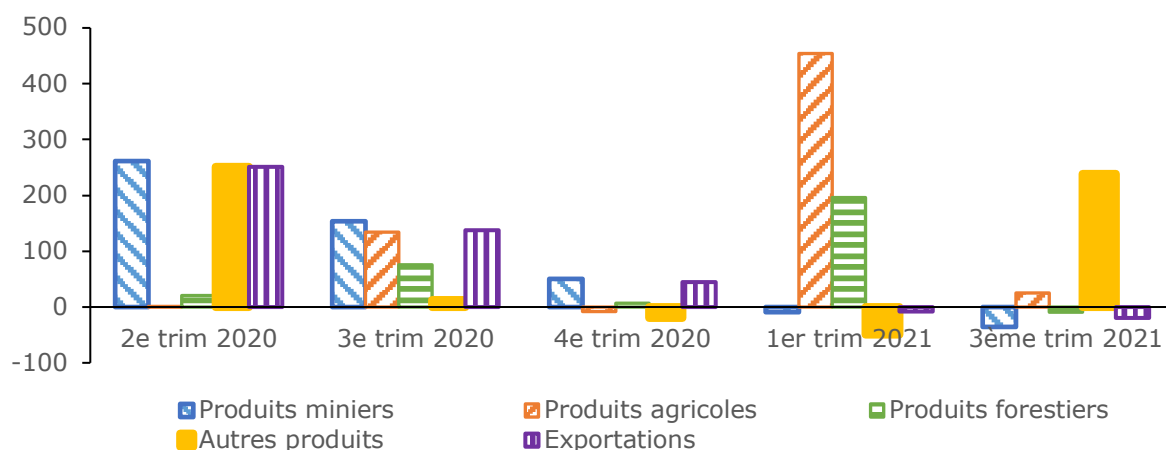
Les exportations se contractent de 19,2 % en glissement annuel pour se situer à USD 2 418,6 millions au troisième trimestre 2021, en raison de la baisse des exportations des produits miniers notamment l'or, bien que les exportations de bauxite se soient améliorées.

En effet, les exportations des produits miniers enregistrent une baisse de 35,1 % en glissement annuel pour atteindre USD 1 809,2 millions au troisième trimestre 2021. Cette baisse est tirée par les exportations d'or qui passent de USD 2 327,2 millions au troisième trimestre 2020 à USD 1 085,4 millions au troisième trimestre 2021, soit une baisse de 53,4 %. Cette contraction s'explique principalement par la baisse du volume d'or exporté de 49,9 %, en raison de la baisse simultanée des exportations industrielle et artisanale. La contraction des exportations artisanales pourrait être liée à l'ouverture des frontières par lesquelles les orpailleurs artisanaux utilisent les canaux informels pour l'expédition de l'or et par le ralentissement des activités en saison des pluies.

Les exportations de bauxite enregistrent une hausse de 52,6 % par rapport au deuxième trimestre 2021 pour se situer à USD 671,5 millions au troisième trimestre 2021. Le volume exporté de bauxite se situe à 17 millions de tonnes au troisième trimestre 2021, contre 14,3 millions de tonnes à la même période de l'année précédente, soit une 18,9 %.

Les exportations de produits agricoles atteignent USD 34,2 millions au troisième trimestre 2021, contre USD 27,3 millions à la même période de l'année précédente, soit une hausse de USD 25,4 %. Cette augmentation est liée à la hausse du prix de certains produits sur le marché international notamment le cacao et le café.

Graphique 13 : Evolution en glissement annuel des exportations par type de produits (%)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-5-2-Importations

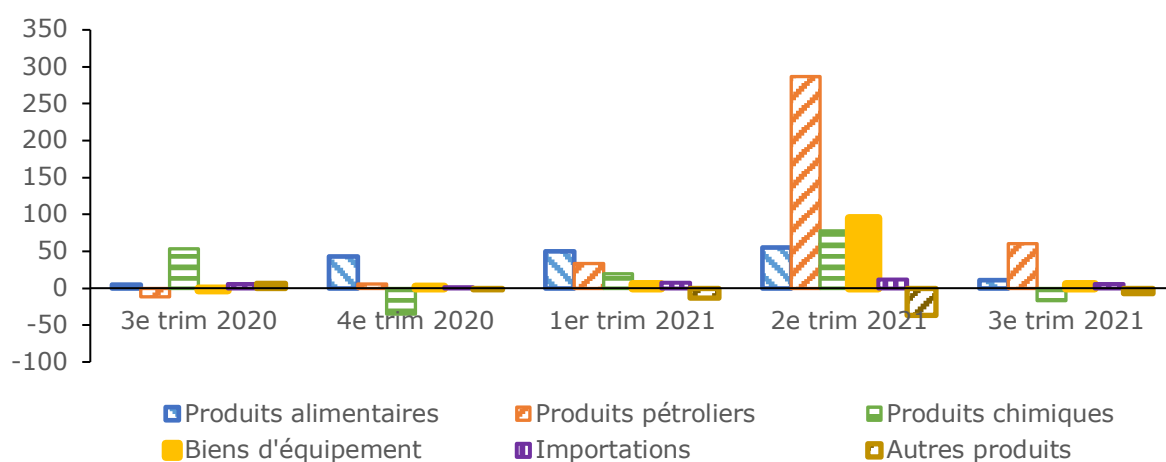
Les importations enregistrent une augmentation de 5,8 % en glissement annuel pour s'établir à USD 1 011,4 millions au troisième trimestre 2021, en raison de l'accroissement des importations des produits alimentaires et pétroliers.

Les importations de produits alimentaires passent de USD 110,9 millions au troisième trimestre 2020 à USD 123,3 millions au troisième trimestre 2021, soit une augmentation

de 11,2 %. Cette hausse est portée à la fois par les importations de riz et la hausse des prix de certains produits alimentaires sur le marché international. Les importations de riz enregistrent une hausse de 0,3 % en glissement annuel pour atteindre USDD 29,6 millions au troisième trimestre 2021.

Les importations de produits pétroliers s'établissent à USD 240,4 millions au troisième trimestre 2021, contre USD 149,9 millions à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 60,4 %, attribuable à l'évolution du prix du baril sur le marché international.

Graphique 14 : Evolution en glissement annuel des importations par type de produits (%)



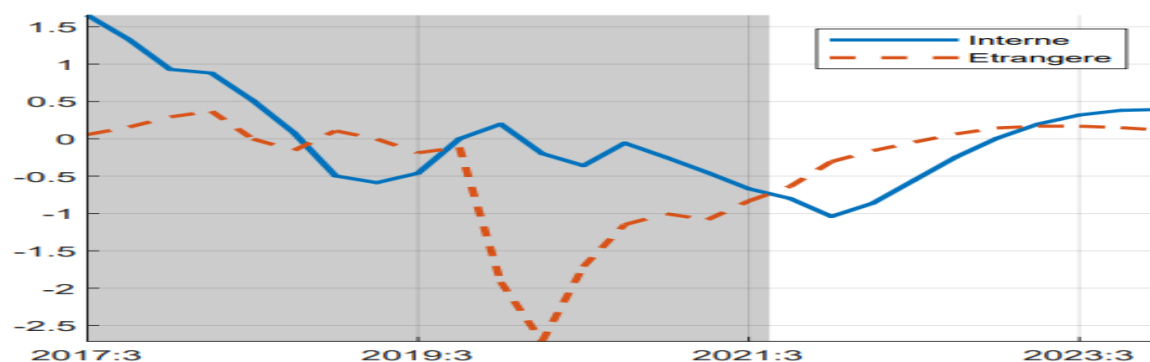
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-6- Perspectives macroéconomiques

2-6-1- Prévision macroéconomique dans le scénario de base

Dans un contexte international de reprise de l'activité économique, la demande mondiale de produits énergétiques a augmenté depuis le début de 2021. Cette demande est restée supérieure à l'offre, en raison notamment de la limitation de la production du pétrole et du gaz par les pays producteurs. L'inadéquation entre l'offre et la demande qui se poursuit, entrainerait des tensions sur les prix sur le marché mondial. Ces tensions s'exacerberaient par les difficultés d'approvisionnement des biens. Elles pourraient se répercuter sur les prix domestiques, notamment sur les prix des produits importés. Toutefois, ces tensions pourraient être totalement compensées par plusieurs facteurs internes, à savoir : i) la baisse récente du prix du carburant à la pompe ; ii) la baisse de la demande domestique résultant de la rationalisation des dépenses publiques imposées par les nouvelles Autorités, suite au changement intervenu le 05 septembre 2021 ; iii) la levée des barrages sécuritaires interurbains pour faciliter la circulation des personnes et des biens ; et iv) l'appréciation attendue du taux de change liée à la hausse des réserves de change reflétant l'évolution positive des recettes d'exportations et le décaissement de DTS 205 millions par le FMI en faveur de la Guinée. Ces différents facteurs externes et internes constituent le scénario de base de la prévision. Selon ce scénario, la croissance économique qui est soutenue par la vaccination, la reprise des activités et l'ouverture des frontières, s'établirait à 5,5 %, contre une prévision initiale de 5,2 %. Du côté de l'offre, elle s'expliquerait par les performances attendues dans les tous les secteurs. Au niveau de la demande, elle devrait être tirée par la consommation domestique stimulée par les revenus et les exportations minières. Bien que cette croissance soit robuste, l'écart de production resterait négatif en 2021 et se creuserait jusqu'au premier trimestre 2022. A partir du deuxième trimestre 2022, cet écart se refermerait progressivement pour s'annuler au premier trimestre 2023.

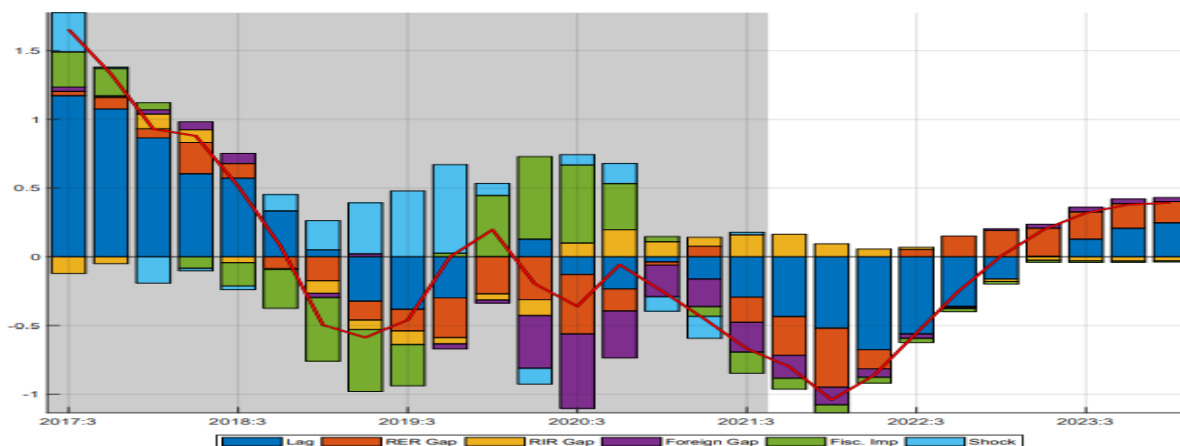
Graphique 15 : Evolution de l'écart de production (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

La faiblesse de la production par rapport à son niveau potentiel serait portée principalement par sa persistance, la surévaluation du taux de change effectif réel qui rend l'économie moins compétitive, la faiblesse de la demande étrangère et l'impulsion budgétaire.

Graphique 16 : Evolution de la décomposition de l'écart de production (en %)

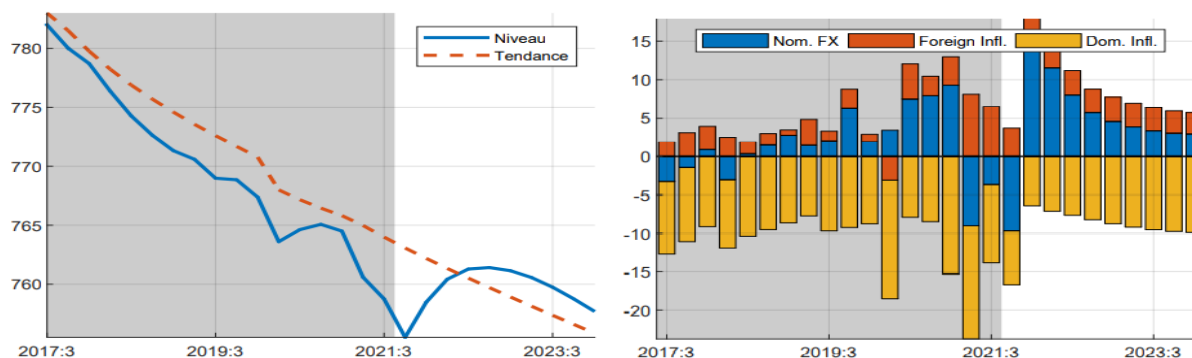


Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

Comme au troisième trimestre 2021, le taux de change effectif réel resterait surévalué jusqu'au deuxième trimestre 2022. Cette surévaluation s'expliquerait par un différentiel d'inflation positif par rapport aux principaux partenaires commerciaux et une appréciation attendue du taux de change nominal. L'appréciation du taux de change nominal reflèterait l'évolution positive des exportations minières et l'effet de la digitalisation fiscale de la demande de devises.

Le taux de change effectif réel serait sous-évalué à partir du troisième trimestre 2022.

Graphique 17 : Evolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)

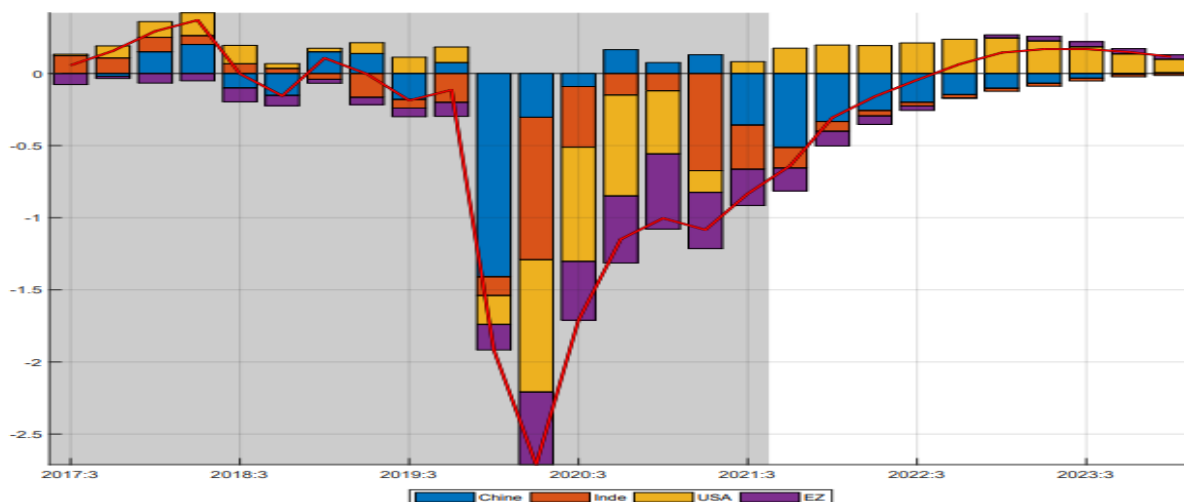


Source : Calcul à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

La faiblesse de la demande étrangère s'expliquerait par l'écart de production négatif en Chine, en Inde et dans la Zone Euro. En Chine, l'écart de production resterait négatif jusqu'au deuxième trimestre 2023, reflétant les effets de la pénurie d'électricité et de l'apparition d'une nouvelle vague de la pandémie dans certaines régions.

Dans la zone euro, la demande resterait faible jusqu'au troisième trimestre 2023, en raison de la dégradation des situations économiques due à des ruptures d'approvisionnement. En Inde, la demande serait aussi faible, en raison de la faiblesse des investissements, des pénuries énergétiques dans un contexte de faible taux de vaccination de la population et de risque d'une troisième vague de la pandémie de COVID-19.

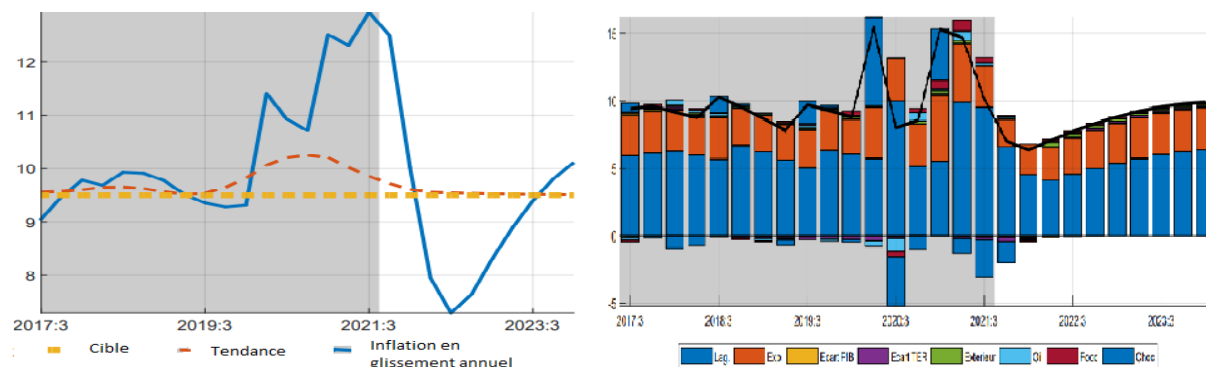
Graphique 18 : Décomposition de l'écart de production étrangère (en %)



Source : Calculs à partir des données du Fonds Monétaire International

Comme dans la prévision de juillet 2021, l'inflation resterait supérieure à sa cible. Le niveau élevé de l'inflation s'expliquerait principalement par sa persistance, les anticipations inflationnistes et, dans une moindre mesure, par les prix des produits énergétiques et alimentaires, en dépit de la surévaluation prévue du taux de change effectif réel et de la faiblesse de la demande. L'inflation, en glissement annuel, devrait s'établir à 12,5 % au quatrième trimestre 2021. Elle devrait baisser progressivement vers son objectif pour se situer à 8 % au deuxième trimestre 2022, en raison de la faiblesse de la demande.

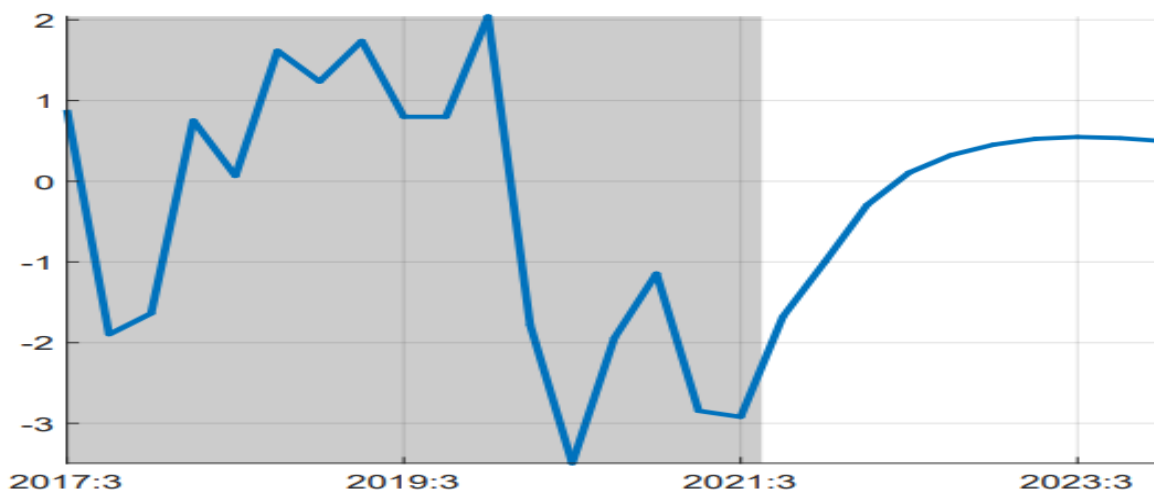
Graphique 19 : Evolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

Avec le niveau prévu de l'inflation, l'écart du taux d'intérêt réel par rapport à son niveau d'équilibre, resterait négatif. Toutefois, cet écart devrait se réduire progressivement pour s'annuler à l'horizon 2022, en lien avec la baisse attendue de l'inflation.

Graphique 20 : Ecart du taux d'intérêt réel (en %)

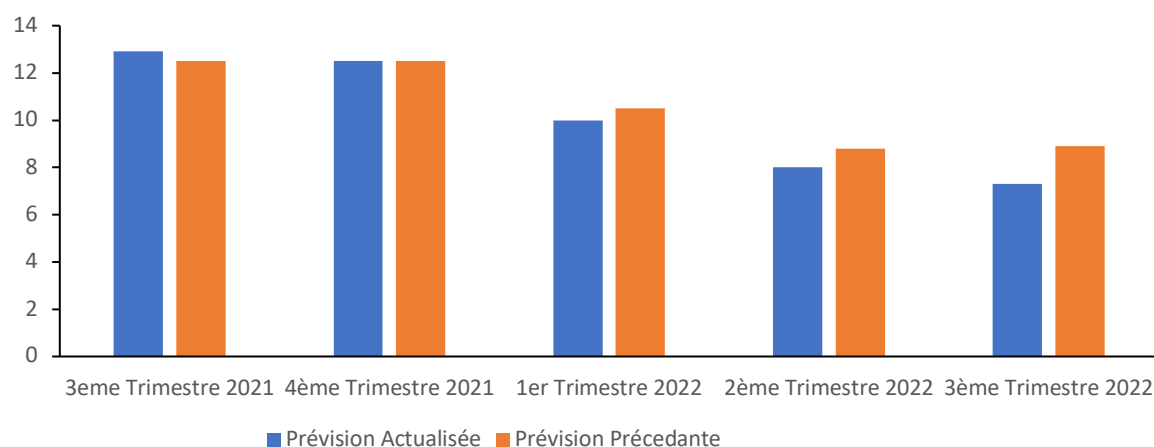


Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2-6-2-Comparaison des prévisions actualisées et précédentes

La prévision de l'inflation actualisée à moyen terme est revue à la baisse. Cette révision s'explique principalement par la baisse du prix du carburant à la pompe, qui est passé de GNF 11 000 à GNF 10 000 le 28 septembre 2021. Elle s'explique également par les anticipations plus faibles que prévues antérieurement. La baisse de la demande reflétant le gel des comptes de l'administration publique, la levée des barrages sécuritaires interurbains et l'appréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères ont contribué à la baisse des perspectives d'inflation.

Graphique 21 : Prévision précédente et actualisée de l'inflation (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

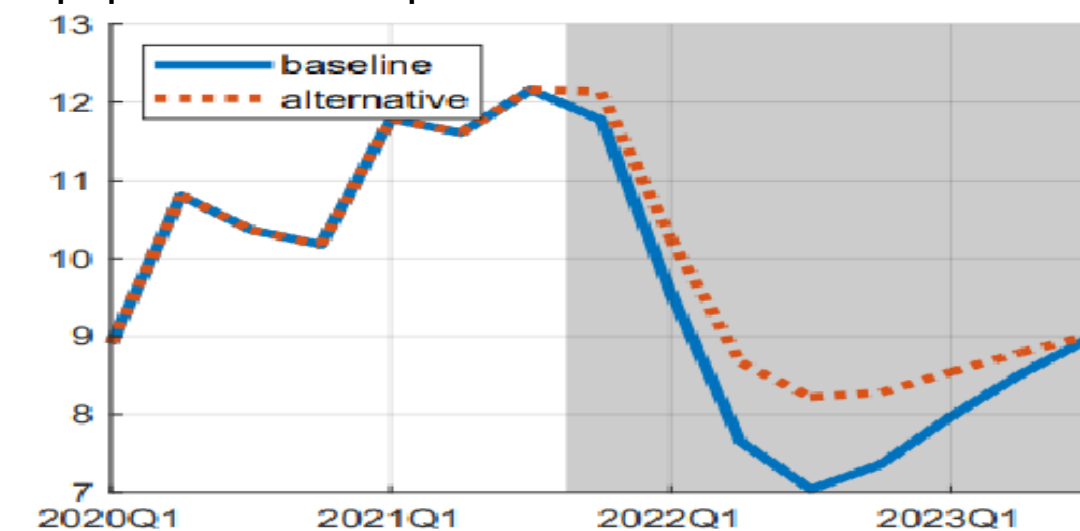
2-6-3-Prévisions macroéconomiques dans le scénario alternatif

Le changement intervenu le 05 septembre 2021 pourrait créer une incertitude et entraîner ainsi un ralentissement des activités, notamment minières, en dépit de l'annonce des nouvelles Autorités à respecter les engagements nationaux et internationaux du Gouvernement. Ce ralentissement se traduirait par la baisse des investissements, de la production et des exportations minières qui se répercuterait, à son tour, sur les recettes publiques et les réserves de change. La baisse des réserves de change exercerait une pression sur l'offre de devises sur le marché de change, ce qui pourrait entraîner une dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères.

Sur la base de l'hypothèse de dépréciation par rapport au scénario de base, un scénario alternatif est élaboré. Ce scénario suppose que le taux de change du dollar rapport au franc guinéen s'établirait en moyenne à 9 700 durant le quatrième trimestre 2021.

Le scénario alternatif prévoit, à court et à moyen termes, l'inflation à un niveau plus élevé que dans le scénario de base. Comme dans le scénario de base, l'inflation atteindrait un chiffre au deuxième trimestre 2022. Ce niveau pourrait s'expliquer par sa persistance et des anticipations plus prononcées. L'inflation, en glissement annuel, s'établirait à 10,2 % au premier trimestre 2022, avant de se situer à 8,2 % au deuxième trimestre 2022.

Graphique 22 : Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2-6-4-Risques sur les perspectives de l'inflation

En dépit des progrès en matière de vaccination, certains pays pourraient enregistrer la cinquième vague de la pandémie de COVID-19. Cette vague pourrait amener les gouvernements de ces pays à prendre de nouvelles mesures préventives contre la pandémie. Ces mesures pourraient limiter les déplacements, ralentir les activités économiques et entraîner ainsi une baisse de la demande globale. Au niveau interne, cette

baisse pourrait avoir pour conséquence la baisse des exportations, ce qui se traduirait par une diminution des réserves de change. Cette diminution pourrait exercer une pression sur l'offre de devises et entraîner une dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères. Cette dépréciation exercerait, à son tour, une pression sur les prix notamment des produits importés.

Avec le changement intervenu le 05 septembre 2021, les partenaires techniques et financiers pourraient suspendre les financements des projets de développement, ce qui pourraient aussi affecter les réserves de change. Par ailleurs, malgré les discours rassurant des nouvelles Autorités du pays, le changement intervenu pourrait créer une incertitude, notamment dans le secteur minier. Cette incertitude pourrait ralentir les investissements et la production miniers. Les exportations minières pourraient se contracter et les réserves de change seraient ainsi affectées. La baisse des réserves de change qui résulterait de la suspension des financements extérieurs et du ralentissement des activités minières, se traduirait par une pression sur l'offre de devises sur le marché de change, ce qui entraînerait la dépréciation du franc guinéen. Cette dépréciation créerait une tension inflationniste.

Le risque de ralentissement des activités économiques, conjugué avec la suspension des financements extérieurs, pourrait également entraîner une baisse des recettes publiques. Cette baisse se traduirait par un accroissement du déficit budgétaire. Un niveau élevé de ce déficit engendrerait un risque de financement monétaire qui pourrait exercer une pression supplémentaire sur les prix.

En outre, la suspension des financements extérieurs pourrait entraîner l'arrêt des travaux de construction de certaines infrastructures routières. Cet arrêt se traduirait par une dégradation des routes, ce qui perturberait le circuit d'approvisionnement des produits de consommation. Il affecterait ainsi les coûts de transport et l'offre des produits dans les zones de consommation. Les effets combinés de ces deux facteurs exerceraient une pression sur les prix à moyen terme.

Toutefois, la rationalisation des dépenses publiques, suite au changement intervenu le 05 septembre 2021, pourraient enregistrer une baisse de la demande. Cette baisse entraînerait une diminution de la demande domestique qui exercerait une pression à la baisse sur les prix. Cette situation pourrait limiter les risques d'inflation liés à la diminution de la demande étrangère, à la suspension des financements extérieurs et au risque de ralentissement des activités minières.

ANNEXES

Tableau 5 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
				Est.	Est.	Prév.
CROISSANCE						
PIB	10,8%	10,3%	6,4%	5,6%	7,0%	5,5%
PIB par tête	8,4%	7,9%	4 %	3,3%	4,6%	2,9%
Secteur primaire	9 770	10 227	10 772	11 588	12 300	13100
Agriculture	4 696	5 040	5 335	5 711	6 009	6339
Elevage, Chasse, services annexes	1 657	1 710	1 813	1 962	2 115	2320
Sylviculture	1 398	1 358	1 399	1 417	1 392	1385
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 019	2 119	2 225	2 498	2 784	3056
Secteur secondaire	15 898	19 762	21 136	22 659	27278	29066
Activités extractives	6 614	10 077	11 084	12 130	16176	17348
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1 511	1 538	1 587	1 694	1743	1815
Fabrication d'autres produits manufacturiers	4 496	4 555	4 692	4 884	4991	5161
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	524	550	581	633	863	1035
Construction	2 753	3 043	3 193	3 319	3505	3707
Secteur tertiaire	24 998	26 069	27 639	28 997	28470	29663
Commerce	10 363	10 869	11 560	12 179	11001	11275
Hôtels et restaurants	547	553	591	615	576	590
Transports	2 414	2 499	2 629	2 750	2698	2798
Postes et télécommunications	457	465	487	509	595	677
Autres services marchands	3 736	3 971	4 169	4 311	4462	4629
Activités d'administration publique	5 003	5 206	5 572	5 913	6222	6590
Autres services non marchands	2 478	2 505	2 631	2 720	2916	3105
Impôts nets des subventions	3 758	3971	4300	4181	4095	4248
PIB aux prix du marché	54 423	60029	63848	67406	72143	76077

Source : Direction Nationale du Plan et de la Prospective

Tableau 6 : La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	3 ^{ème} T 2020	4 ^{ème} T 2020	1er T2021	2 ^{ème} T 2021	3 ^{ème} T 2021*
A. Compte des transactions courantes n.i.a	1207	688,3	273,3	1201,08	1082,70
Crédit	3039	2432,2	1 641,20	2575,53	2483,75
Débit	1832	1743,9	1 367,90	1374,45	1401,05
1. Balance commerciale	2037,4	1345,7	585,5	1348,81	1407,19
Crédit	2993,3	2251,8	1 596,40	2375,06	2418,57
Débit	955,9	906,1	692,6	1026,26	1011,38
2. Balance des services	-812,9	-704,6	-177,1	-171,79	-178,82
Crédit	15,7	19,7	5,3	5,12	5,76
Débit	828,6	724,3	182,4	176,91	181,39
3. Revenus primaires	-22,1	-14,2	-166,2	-140,82	-191,76
Crédit	3	9,6	0,5	1,24	1,42
Débit	25,1	23,8	166,7	142,07	193,18
4. Revenus secondaires	4,6	61,4	31,1	164,88	42,91
Crédit	27	151,2	39	194,10	58,01
Débit	22,5	89,7	7,9	29,21	15,09
B. Compte de capital n.i.a	64,2	33,3	87,6	49,07	15,95
Crédit	65,7	34,8	87,9	50,61	16,24
Débit	1,5	1,5	0,3	1,54	0,29
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	1271,2	721,6	360,9	1250,15	1098,65
D. Compte financier n.i.a	1175,9	435,7	129,5	1212,78	786,26
1. Investissement direct n.i.a	-7,1	-64,9	65,2	-34,83	5,29
2. Investissement de portefeuille n.i.a	2,7	8,3	0	0	20,94
3. Drivés financiers n.i.a	0	0	0	0	0
4. Autres investissements n.i.a	1180,3	492,3	64,2	1247,61	760,03
E. Erreurs et omissions nettes	0,8	-0,9	-53,1	-0,05	-0,10
F. Solde global à financer	96,1	285	178,3	37,32	312,30
G. Financement du solde global	96,1	285	178,3	50,83	319,21
Avoirs de réserve	-60,4	100,6	88,5	-0,76	243,74
Crédits et prêts du FMI	10,3	63,1	-14,5	-26,72	-19,97
Financement exceptionnel	146,2	121,2	104,3	78,31	95,44
Tirages sur nouveaux emprunts	146,2	121,3	95,7	64,80	88,53
Remises de dettes	0	0	0	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	10,8	13,5	8,6	13,51	6,91
Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0	0,00	0,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée (* données provisoires)

Tableau 7 : Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de septembre 2020 à septembre 2021 (fin de période)

	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21
Taux officiel	9 737,30	9 750,00	9 837,40	9 990,00	10 060,20	10 104,0	9 958,00	9862,36	9748,99	9769,98	9701,57	9740,35	9704,80
taux des bureaux des changes	9 750,80	9 750,80	9 790,00	9 925,80	10 001,80	10 021,70	9 997,00	9900,00	9814,17	9831,67	9766,67	9816,67	9766,67

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 8 : Evolution des prix par fonction

	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21
Indice Global	1203,7	1210,3	1216,6	1220,9	1247,4	1261,8	1272,5			1324,2	1340,8	1357,4	1360,8
Alimentation	2119,5	2141,1	2156,2	2166,7	2232,1	2248,8	2270,9	2362,8	2387,9	2396,7	2434,6	2454,7	2461
Habillements et chaussures	595,7	596	596	596	596,5	597	597	598,6	598,6	598,6	599,3	599,3	600,4
Ameublement/ Equipement ménager	699,4	701,1	704,4	709,5	714,4	766,5	773,2	780,6	797,9	825,8	831,7	882,2	768,2
Transport	728,7	711,4	711,4	711,4	710	710	710	710	710	710	710	741,1	740,8
Logement / Electricité / Eau /Gaz	733	736,4	738,9	735,3	743,7	775,5	777,1	782,3	763	752,3	763,2	771,4	768,2
santé	777,4	777,1	777,6	780,6	788	790,4	805,2	817,3	822,2	829,5	834,4	838,9	842,4
loisir / spectacle / culture	374,7	374,7	374,7	374,7	373,2	373,2	373,2	374	374	374	374,7	374,7	374,7
enseignement	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3
hôtels café restaurants	691,1	691,1	691,1	691,1	690,8	690,8	690,8	690,8	690	690,8	690,8	690,8	690,8
autres biens et services	368,7	368,7	691,1	368,7	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 9 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21
AVOIRS EXTERIEURS NETS	11 362,40	12 104,20	11 839,10	12 186,70	13 092,50	14 047,10	14 720,00	14 699,45	14 445,17	15 125,07	15 239,92	14 450,74	14 599,98
Banque Centrale (1)	8 421,50	8 951,80	8 659,60	8 754,50	8 969,00	9 079,90	9 535,70	9 579,63	9 586,70	9 757,02	9 628,95	9 377,15	9 247,67
(en millions de dollars)	935,2	994,1	961,6	972,2	996	1 008,30	1 058,90	1 063,81	1 064,60	1 083,51	1 069,29	1 041,33	1 026,95
Or	1 890,10	2 420,30	2 420,30	2 535,50	2 535,50	2 535,40	2 535,60	2 535,53	2 535,53	2 535,64	2 535,64	2 535,64	2 311,93
FMI	-3 944,70	-3 961,60	-4 042,60	-4 825,10	-4 851,30	-4 895,70	-4 661,40	-4 682,63	-4 651,77	-4 381,46	-4 463,22	-4 465,98	-7 242,94
Position de réserve	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56
Avoirs en DTS	815,1	819,6	830,7	856,9	861,9	870,4	724,7	728,69	725,45	716,28	826,39	826,69	3 633,22
Avoirs en devises (net)	9 321,50	9 333,80	9 111,60	9 847,70	10 083,40	10 230,20	10 597,20	10 658,47	10 637,93	10 547,00	10 390,58	10 141,24	10 205,90
Banque de Dépôts	2940,9	3152,4	3179,5	3432,3	4123,5	4967,2	5184,3	5119,8	4858,5	5368,1	5611,0	5073,6	5352,3
AVOIRS INTERIEURS NETS	25040,1	25270,6	25370,4	25234,0	25068,1	24508,9	24809,6	24739,3	25191,3	24689,4	25302,0	25864,4	25541,7
<i>Dont Avoirs Intérieurs Nets</i>	9820,1	9736,9	7524,9	7700,6	7913,7	7728,6	7709,7	7743,2	8275,3	7733,8	8336,6	8715,4	7792,0
<i>BCRG</i>													
Crédit intérieur net	32151,2	32616,4	33245,9	33486,8	33111,9	32348,8	33136,3	33041,1	33195,0	32645,6	33938,5	34684,3	33586,4
Créances sur le Secteur Public	19515,1	20307,8	20382,4	20478,0	20090,1	19747,2	20038,1	19810,2	20117,1	19742,5	20854,2	21388,7	20172,3
Créances nettes sur l'Etat*	19512,2	20304,3	20378,7	20478,0	20085,2	19740,7	19964,5	19735,9	19960,4	19546,8	20629,7	21161,3	19930,9
BCRG (avec stock dette titrisée)	12763,4	13260,1	11766,5	11567,2	11243,3	11147,5	11252,4	11230,9	11590,0	11235,4	12065,2	12440,4	11198,1
BCRG (hors recapitalisation)	9037,5	9534,2	8040,6	7543,3	7219,4	7123,5	7228,5	7207,0	7566,1	7211,5	8041,2	8416,4	7174,1
Banques	6748,8	7044,3	8612,2	8910,7	8841,8	8593,3	8712,1	8505,0	8370,4	8311,4	8564,5	8720,9	8732,8
Créances sur les E/ses Pub	2,9	3,4	3,7	0,1	5,0	6,5	73,6	74,3	156,7	195,7	224,4	227,4	241,4
Créances sur le Secteur Privé	12636,1	12308,7	12863,5	13008,8	13021,8	12601,6	13098,2	13230,8	13077,9	12903,1	13084,4	13295,6	13414,0
. Créances compromises	979,9	967,9	986,9	1001,8	1055,2	1144,4	1098,2	1149,6	1151,2	1105,7	1105,5	1093,5	1136,8
dont provisions	735,0	742,0	749,7	760,3	769,3	782,7	789,9	805,4	811,8	784,2	792,4	794,5	793,4
. Créances saines	11656,2	11340,8	11876,7	12007,0	11966,6	11457,2	12000,0	12081,2	11926,7	11797,4	11978,8	12202,1	12277,2
dont créances à MLT	4840,1	4859,6	4965,9	5099,3	5068,7	4808,7	4949,4	4862,4	5076,9	5117,1	5171,9	5282,3	5227,7
Autres Postes nets	-7111,2	-7345,8	-7875,5	-8252,8	-8043,8	-7839,9	-8326,7	-8301,8	-8003,7	-7956,2	-8636,5	-8819,9	-8044,7
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-3385,3	-3619,9	-4149,6	-4527,0	-4019,8	-3815,9	-4302,7	-4277,8	-3979,8	-3932,2	-4612,6	-4796,0	-4020,7
MASSE MONETAIRE	36402,5	37374,8	37209,5	37420,7	38160,7	38556,0	39529,6	39438,7	39636,5	39814,5	40541,9	40315,1	40141,6
Base Monétaire	18241,6	18688,6	16184,5	16455,0	16882,8	16808,5	17245,4	17322,8	17862,0	17490,8	17965,5	18092,6	17039,7
Monnaie en circulation	11240,3	11505,9	11415,7	11541,6	11641,3	11480,6	11927,5	12285,7	12321,9	12024,8	12451,6	11802,4	11695,1
Dépôts à vue gnf	14819,6	15061,4	14919,6	14712,9	14843,4	15108,1	14971,5	14432,2	14691,8	15179,5	15441,4	15741,1	15902,2
Dépôts à terme gnf	3153,7	3314,0	3230,6	3192,6	3120,1	3072,9	3393,4	3578,1	3602,9	3616,6	3530,4	3803,2	3620,3
Dépôts en devises	7188,9	7493,6	7643,7	7973,5	8555,8	8894,4	9237,3	9142,8	9019,9	8993,6	9118,5	8968,4	8924,1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 10 : Résultats de prévision du scénario de base

		21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2
PIB											
Croissance	% YoY	5.8	5.8	5.5	4.9	4.8	5.2	5.7	6.2	6.7	6.7
	% QoQ @ar	5.1	4.9	4.7	5.1	4.6	6.3	6.9	6.9	6.6	6.4
Tendance de Croissance	% YoY	6.3	6.0	5.8	5.7	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6
	% QoQ @ar	5.9	5.7	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6
Ecart de PIB	%	0.2	0.5	0.7	0.8	1.0	0.9	0.6	0.2	0.0	0.2
Inflation											
Inflation	% YoY avg	12.5	12.3	12.9	12.5	10.0	8.0	7.3	7.6	8.3	8.9
	% YoY eop	12.3	12.2	13.1	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	16.5	15.8	10.7	7.3	6.6	7.3	8.0	8.6	9.2	9.7
Cible Inflation	% YoY	10.2	10.0	9.9	9.7	9.6	9.6	9.5	9.5	9.5	9.5
Taux de Change											
Nominal	GNF per USD	10049.6	9824.4	9733.6	9500.0	9858.6	10147.0	10352.2	10498.7	10619.6	10723.0 1
Depreciation	% YoY	7.3	4.0	1.1	-3.2	-1.9	3.3	6.4	10.5	7.7	5.7
	% QoQ @ar	9.7	-8.7	-3.6	-9.3	16.0	12.2	8.3	5.8	4.7	4.0
Depreciation Reel	% QoQ @ar	-2.3	-14.5	-7.1	-12.2	12.7	8.1	3.5	0.5	-1.1	-2.3
Taux Interet											
Nominale	% p.a.	10.4	9.8	9.0	7.3	5.9	6.0	6.6	7.4	8.1	8.7
Reel	% p.a.	-1.4	-3.2	-3.4	-2.3	-1.7	-1.1	-0.7	-0.5	-0.4	-0.3
Nominal Money (Base monetaire)											
Actual level	bln GNF	17.0	17.6	18.1	18.3	18.5	18.6	18.8	19.1	19.5	20.1
Target level	bln GNF	16.1	16.3	16.5	16.8	17.2	17.6	18.1	18.7	19.2	19.9
Actual growth	% QoQ @ar	-6.7	14.4	10.3	5.6	2.9	2.6	4.3	6.6	8.8	10.6
Target growth	% QoQ @ar	6.9	5.3	4.5	7.9	9.2	10.3	11.1	11.8	12.3	12.8

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 11 : Résultats de prévision du scénario alternatif augmentation du taux de change du dollar de 9 500 à 9 700

		21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2
PIB											
Croissance	% YoY	5.8	5.8	5.5	4.9	4.9	5.4	5.9	6.3	6.6	6.6
	% QoQ @ar	5.1	4.9	4.7	5.1	5.2	6.5	6.8	6.7	6.5	6.2
Tendance de Croissance	% YoY	6.3	6.0	5.8	5.7	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6
	% QoQ @ar	5.9	5.7	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6
Ecart de PIB	%	-0.2	-0.5	-0.7	-0.8	-0.9	-0.7	-0.4	-0.1	0.1	0.2
Inflation											
Inflation	% YoY avg	12.5	12.3	12.9	12.5	10.2	8.2	7.6	8.0	8.5	9.0
	% YoY eop	12.3	12.2	13.1	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	16.5	15.8	10.7	7.3	7.1	7.7	8.3	8.8	9.3	9.7
Cible Inflation	% YoY	10.2	10.0	9.9	9.7	9.6	9.6	9.5	9.5	9.5	9.5
Taux de Change											
Nominal	GNF per USD	10049.6	9824.4	9733.6	9700.0	9998.6	10237.4	10407.4	10534.1	10645.4	10745.3
Depreciation	% YoY	7.3	4.0	1.1	-1.2	-0.5	4.2	6.9	8.6	6.5	5.0
	% QoQ @ar	9.7	-8.7	-3.6	-1.4	12.9	9.9	6.8	5.0	4.3	3.8
Depreciation Reel	% QoQ @ar	-2.3	-14.5	-7.1	-4.6	9.1	5.5	1.8	-0.4	-1.5	-2.5
Taux Interet											
Nominale	% p.a.	10.4	9.8	9.0	7.4	6.2	6.3	7.0	7.6	8.2	8.7
Reel	% p.a.	-1.4	-3.2	-3.4	-2.3	-1.6	-1.0	-0.7	-0.5	-0.4	-0.3
Nominal Money (Base monétaire)											
Actual level	bln GNF	17.0	17.6	18.1	18.3	18.5	18.6	18.8	19.2	19.6	20.1
Target level	bln GNF	16.1	16.3	16.5	16.8	17.2	17.6	18.1	18.7	19.2	19.9
Actual growth	% QoQ @ar	-6.7	14.4	10.3	5.6	3.0	2.9	4.7	6.9	9.0	10.7
Target growth	% QoQ @ar	6.9	5.3	4.5	7.9	9.2	10.3	11.1	11.8	12.3	12.8

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 12 : Comparaison de prévision du scénario de base avec le scénario alternatif

	20Q4	21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3
<i>Headline Inflation, % YoY</i>												
baseline	10.7	12.5	12.3	12.9	12.5	10.0	8.0	7.3	7.6	8.3	8.9	
alternative	10.7	12.5	12.3	12.9	12.9	10.8	9.0	8.6	8.6	8.9	9.2	
<i>Headline Inflation, % QoQ</i>												
baseline	8.9	16.5	15.8	10.7	7.3	6.6	7.3	8.0	8.6	9.2	9.7	
alternative	8.9	16.6	15.6	10.7	8.8	8.2	8.5	8.8	9.1	9.3	9.6	

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI